



hebdô

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

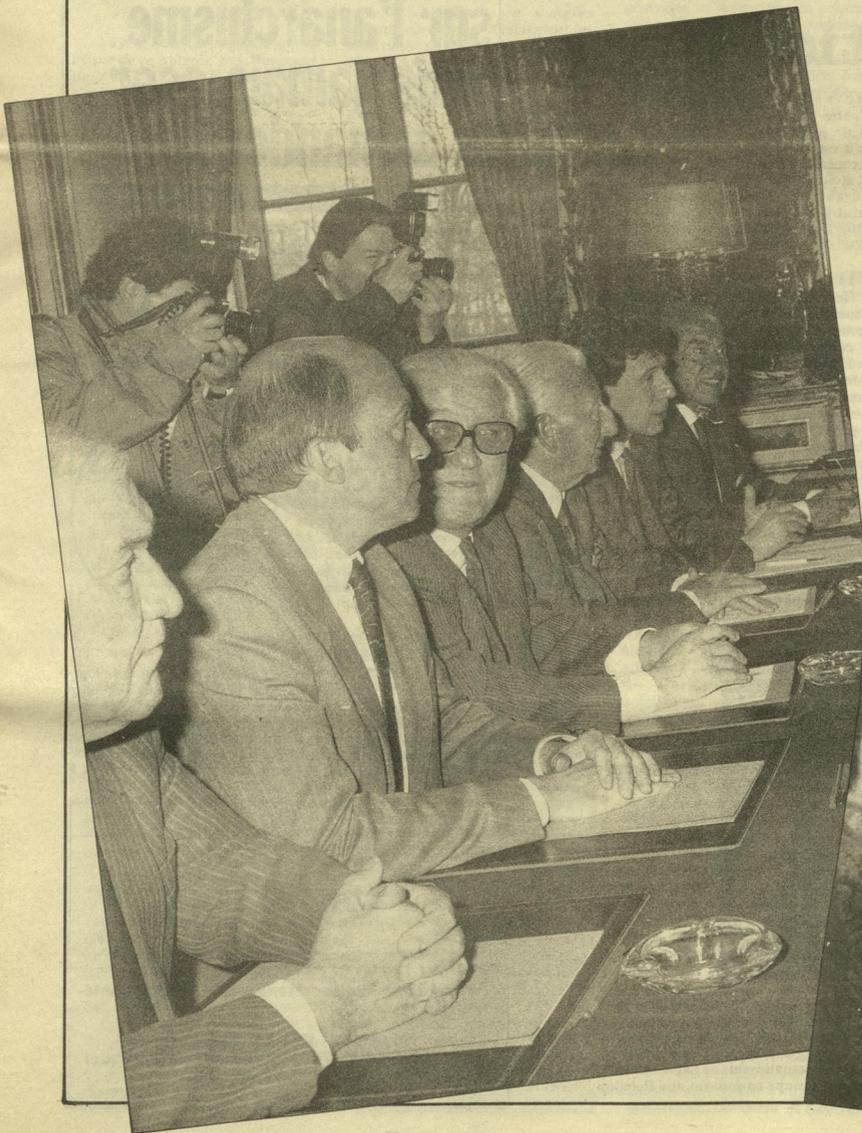
adhérente à l'I.F.A.

N°746 JEUDI 6 AVRIL 1989 10,00 F

## CORSE

### Elus et travailleurs

# LA RUPTURE ?



F°P 2520

## communiqués

### • BOURGOIN-JALLIEU

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin organisent, le dimanche 9 avril, à la Maison de quartier de Champfleuri, à Bourgoin-Jallieu, un concert avec Marie-Josée Vilar. Entrée : 50 F (35 F pour les chômeurs et les étudiants).

### • BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de la FA de Bordeaux vous informe que désormais ses performances se dérouleront tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local, 7, rue du Muguet, à Bordeaux (tél. : 56.81.01.91).

### • ASNIÈRES

Le groupe Malatesta vous informe qu'il vend le « Monde libertaire » tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h 30 au marché d'Asnières (près de la mairie) et qu'il est possible aux sympathisants de nous rencontrer à cette occasion.

### • ROUEN.

Le groupe de Rouen vend le « Monde libertaire » aux endroits suivants : à Rouen, au marché de Sotteville, tous les dimanches entre 11 h et 12 h ; à Elbeuf, au marché d'Elbeuf un samedi sur deux entre 10 h 30 et 12 h ; à Mont-Saint-Aignan, tous les mercredis de 12 h à 13 h, alternativement en face de Lettres ou de Sciences.

### • DIEPPE

Un groupe est en constitution sur la ville et ses environs. Pour le contacter, écrivez au groupe de Rouen : CES, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen.

### • GRENOBLE

L'Association de réflexion anarchiste (ARA) organisera une semaine libertaire au 102, rue d'Alembert. Rappelons qu'à cette adresse se trouve un squat géré par plusieurs associations. Cette semaine se déroulera de la manière suivante : à partir de 17 heures, porte ouverte avec projection d'un film vidéo suivie d'une causerie ; à 21 heures, une conférence-débat. Lundi 3 avril : « Ecoutez May Picqueray » ; « Le fédéralisme et l'internationalisme », animé par Gaetano Manfredonia de la Fédération anarchiste. Le mardi 4 avril : « L'orchestre noir » ; « Les croyants face à la religion », animé par Marc Prévôtel avec la participation de la Libre Pensée de l'Isère. Mercredi 5 avril : « Histoire de l'anarcho-syndicalisme en France » ; « Où va le syndicalisme ? », animé par des syndicalistes de la CNT, de l'USL... Jeudi 6 avril : « De Toda la vida » ; « La femme face aux pouvoirs », animé par Pepita, militante de Femmes libres. Vendredi 7 avril : « Ecoutez Eugène Bizeau » ; concert avec Marie-Josée Vilar. La participation aux frais s'élèvera à 20 F par jour, 50 F pour le spectacle du vendredi soir. Une carte de soutien, pour la semaine complète (du lundi 3 avril au vendredi 7 avril, à Grenoble) permettant l'accès à toutes les activités, est disponible dès maintenant au prix de 100 F à l'adresse suivante : ARA, 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.

### • ARLES.

Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se créer sur Arles, toutes les personnes intéressées peuvent prendre contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.

### • SEVRAN-BONDY.

Le groupe de Sevrans-Bondy organise une réunion-débat le samedi 22 avril, à 20 h 30, sur le thème : « La Fédération anarchiste, histoire et fonctionnement d'une organisation anarchiste ». Cette réunion se déroulera au centre ALFA, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy. Entrée par la RN 3 au n° 132.

Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

## liste des groupes f.a.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3°, 4°, 10°, 11°, 12°, 14°, 15°, 18°, 19°, 20°.  
Banlieue : Seine-et-Marne ; Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevrans-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

### PROVINCE

#### • GROUPES

Aisnes : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort/Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Schwiller — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

#### • LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Rhône : Lyon — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliè-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sémonon.

## éditions

### • « CONTRE VENTS ET MARÉES »

La revue « Contre vents et marées » vient de sortir son numéro 57, qu'il est possible de se procurer contre 3 F, ou en s'abonnant contre 50 F à « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



### • « GRAFFITI »

Le groupe « Humeurs Noires » vient de sortir le n° 7 de sa feuille d'expression « Graffiti ». Elle est consacrée à la Révolution de 1789 ; la révolution en elle-même et l'histoire de la classe dominante qui y a trouvé sa source. Que tout le monde profite de cette nouvelle contribution anarchiste à la commémoration de ce bicentenaire.



### • AUTOCOLLANT

Le groupe « Humeurs Noires » vient d'éditer un autocollant (« Elections 1989 : l'extrême droite crache son venin »). En vente à la librairie (on peut commander) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires et de 1 F à l'unité (couleurs : jaune et noir).



### • « OUVRE TA GUEULE »

Le groupe Henri-Poulaillie vient de sortir une feuille sur 4 pages au titre de « Ouvre ta gueule », qu'il est possible de se procurer contre 2 F. Tous les sympathisants de Saint-Denis et de la région peuvent contacter le groupe en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

## éditions

### • BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



### • AFFICHE

Le groupe de Sevrans-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander ...

...est à la librairie du monde libertaire

145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> République, Tél. 48.05.34.08.

### • BADGES

Le groupe FA de Bourgoin a édité des badges « Vive l'anarchie » (pièce dessin de Reiser) au prix de 10 F (8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande, écrire à « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à libeller à l'ordre de l'association).



### • AUTOCOLLANTS

Le groupe Carlo-Caffero a réédité l'autocollant « Droit au logement gratuit pour tous ». Il l'a édité également sous une autre formule : « Droit au logement décent pour tous », afin de contenter tous ceux qui sont prêts à s'investir dans une campagne massive sur le logement. Ces deux autocollants, en blanc et bleu, sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (on peut commander) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires et de 1 F à l'unité.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amélot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

# CORSE Interview du secrétaire général du STC

**Tentative de reconstruction d'un syndicalisme anti-bureaucratique et révolutionnaire ou mise en place d'une nouvelle structure syndicale à la remorque d'un discours nationaliste ? Le lecteur, à partir des lignes qui suivent, appréciera la véritable nature de l'initiative prise par certains travailleurs corses défilant aujourd'hui sous les bannières d'un « syndicat nationaliste corse ».**

La rédaction

**C**ETTE semaine, dans les colonnes du *Monde libertaire*, nous publions la retranscription de l'interview de Bernard Trojani, secrétaire général réélu, réalisée après le deuxième congrès du Syndicat des travailleurs corses (1). Celle-ci nous permet d'aborder les bilans et les perspectives que les congressistes ont tiré de trois ans d'activité et de développement. Par manque de place, nous avons dû sacrifier plusieurs thèmes concernant entre autres l'échéance de l'Acte unique européen en 1993, ses répercussions pour la Corse et les syndicats, l'ouverture internationale du STC, les relations de celui-ci avec les syndicats traditionnels.

P. B.

— Le « Monde libertaire » : A l'issue de ce congrès, très important pour le STC dans la mesure où il s'agissait d'un congrès de consolidation, comment l'analysez-vous et quelles en sont les perspectives ?

— Bernard Trojani : On a pu voir à travers ce congrès la réalité ouvrière du syndicat. Quand le STC s'est créé, il s'agissait d'une volonté des militants nationalistes de construire une organisation syndicale. Pendant les trois ans écoulés, il y a eu rencontre entre la volonté politique de créer une organisation syndicale spécifique à la Corse et un besoin chez les salariés de ce pays.

Cette convergence a fait le STC tel qu'il est aujourd'hui. Des centaines de travailleurs s'y sont retrouvés. Ils n'en ont pas changé le contenu bien sûr, mais ont donné un autre contenu au niveau de la réalité. Nous avons pu voir au travers de ce congrès que la réalité de l'implantation syndicale dans des secteurs assez importants avait pesé. Ce qui a obligé la direction sortante à en prendre compte et à réaffirmer un certain nombre de principes, comme celui de l'appartenance à la coalition Unità nazionalista. Mais je crois qu'à travers l'adoption de nouveaux statuts pour le syndicat, nous avons également introduit un caractère d'organisation syndicale de classes. Cela, je pense que c'est important !

— M.L. : Dans ce congrès étaient représentées directement les structures de base d'un syndicat, c'est-à-dire les sections... Vous attachez beaucoup d'importance au fonctionnement de votre organisation, et ce n'est pas n'importe quel fonctionnement. Peux-tu nous préciser les enjeux ?

— B. T. : Quand une organisation syndicale se crée, elle ne le fait pas dans le désert. Elle est le fruit de l'histoire du mouvement ouvrier. Nous n'avons rien inventé, nous n'avons pas monté une association mais un syndicat. Un syndicat, cela a un contenu. C'est aussi l'histoire de toutes les organisations syndicales qui ont pu se créer de par le monde.

A partir de là, il aurait été illusoire de notre part de ne pas essayer de voir ce qui se passe autour de nous. Or que se passe-t-il ? Dans un premier mouvement, au niveau international, les salariés remettent de plus en plus en cause les directions bureaucratiques des organisations syndicales. On l'a vu en Italie avec les comités de base, en France avec la systématisation des coordinations... Nous nous sommes ainsi rendu compte qu'il y avait une réelle demande de démocratie syndicale. Nous avons la chance de créer notre organisation dans cette période — ce n'est peut-être pas un hasard d'ailleurs — et ce serait inconscient de ne pas prendre en compte cette réalité.

A partir de là, nous avons essayé d'analyser ce qui a pu faire dévier les autres organisations syndicales. Nous nous sommes aperçus que c'est souvent au niveau du fonctionnement, donc au niveau des statuts, que les aspirations réelles des travailleurs ont pu être bloquées à un moment ou à un autre. La base de création du syndicat a toujours été la section. Que ce soit dans les anciens statuts du STC ou dans les nouveaux, les sections ont l'ensemble des pouvoirs. Elles élaborent les revendications et les moyens d'action, nourrissent le conseil national pour que les orientations générales ne soient pas en contradiction avec la réalité du syndicat à la base. Je pense que nous avons essayé de privilégier une démarche pour que les salariés ne soient pas, un jour dépossédés de ce qu'ils ont créé. Alors, plutôt que d'avoir une

certaine structure qui irait du haut vers le bas, nous avons privilégié la base, pour qu'elle puisse être prépondérante.

— M.L. : Il existe aussi une structure intermédiaire puisque les sections ne peuvent pas directement intervenir, à part dans les congrès ou au sein des conseils nationaux, sur tous les aspects de la vie courante... Il y a donc un regroupement horizontal : les unions locales. Au cours du congrès, un débat assez

pour deux raisons. D'abord parce que cette structure permet de rendre en compte les spécificités régionales. Et, deuxièmement, cela permet de briser les corporatismes dans le sens qu'une structure locale est une structure inter-professionnelle qui permet à des salariés de secteurs différents de confronter leurs expériences et de nourrir les expériences de chacun. C'est vrai que dans le développement du syndicat, cela a posé des problèmes. Comme la réu-



important a eu lieu pour savoir si le STC mettait ou non en place des structures verticales : des syndicats professionnels. Il y avait une proposition en ce sens. Apparemment, vous êtes assez conscients des risques d'une telle structure, au-delà des coordinations par secteur qui peuvent exister si besoin est. Est-ce que tu peux préciser à partir de quelle analyse cette proposition a été rejetée ?

— B. T. : Oui, nous avons privilégié dès le départ les unions locales,

non de l'union locale était devenu à un moment donné la réunion centrale du syndicat dans son activité, il y a eu un certain engorgement. Nous nous sommes aperçus que dans les unions locales tous les problèmes courants, y compris ceux juridiques, étaient traités. Nous avons été obligé de réfléchir et il y avait deux solutions : soit dédoubler vers le haut, soit dédoubler vers le bas. Ce qui est ressorti, c'est de dédoubler vers le bas. Faire un effort pour

(Lire suite page 5)

## Fonction publique ou lutte d'un peuple ?

**R**OCARD a fait savoir que la Corse avait atteint le plafond de la solidarité, la Corse est donc un gouffre financier. Rocard, Charasse et consorts peuvent-ils dire à qui l'Etat remet les milliards de la continuité territoriale et comment sont distribuées et gérées plus généralement les enveloppes de l'Etat en direction de la Corse ?

La Corse est une véritable colonie où l'illusion de la citoyenneté française a permis à la situation de perdurer. Il n'y a volontairement aucun secteur productif, 95% d'importation, une zone de consommation où arrivent les produits transformés. Quelle serait cette solidarité qui consisterait à faire dans différents secteurs des saupoudrages qui permettent aux élus et à leurs amis de faire leurs affaires ? Ceci avec la bénédiction de Paris, qui n'a jusqu'à aujourd'hui demandé en contrepartie que le maintien de la présence française.

Prenons l'exemple de l'agriculture, cela est si vrai que le ministre Henry Nallet a réussi à faire passer son message dans la bureaucratie agricole corse : « Faites de la qualité ». C'est-à-dire : continuez à charcuter quelques porcs baladeurs pour amuser le touriste et flatter son palais ! Mais surtout n'empiétez pas sur le marché français et européen, même en Corse d'ailleurs, alors, qu'il ne vous vienne pas l'idée de produire. Il faut, au demeurant, moins d'agriculteurs et si vous êtes sages on continuera à faire le maximum pour vous envoyer des techniciens aptes à remplir les bureaux et des subventions pour vous et vos amis. Vous achèterez pour vous les derniers modèles de l'automobile française et payerez

quelques clôtures aux agriculteurs qui vous soutiennent en leur faisant bien comprendre que cela ne durera que s'ils votent FDSEA.

Mais quand à mettre en place des circuits de distribution et de commercialisation, cela n'est pas à l'ordre du jour. D'ailleurs, n'est-ce pas, vous ne produisez pas, alors à quoi bon... faites de la qualité (sic), l'agro-alimentaire c'est pas pour vous. L'industrie non plus, n'abîmez pas vos sites par des barrages, nous avons de l'énergie nucléaire à vous revendre.

Quant au tourisme, nous avons de grands projets, si vous continuez à rester dans la voie de la paix, nous ne manquerons pas de les réaliser, vous aurez ainsi du travail pendant 3 mois pleins dans l'année — merci la flexibilité — et vous vous reposerez le reste, ce n'est pas beau ça ! Cette solidarité-là c'est la misère, c'est l'assistance permanente, ce sont les complicités politiques, ce sont les passe-droits ; la solidarité de l'Etat c'est du colonialisme.

Aujourd'hui, dans la rue, en Corse, il y a des organisations syndicales réformistes qui se foutent de tout ça, elles subissent la cherté de la vie et elles veulent des sous pour les seuls fonctionnaires, un point c'est tout ! Elles refusent toujours d'élargir la lutte aux catégories s'étant associées spontanément au mouvement, elles refusent toujours ainsi de poser les problèmes de fond, même si elles feignent le contraire. Une chose intéressante néanmoins, ces syndicats républicains la volonté des assemblées générales et retournent régulièrement devant elles, ils refusent aussi de voir la lutte des fonctionnaires de Corse prise en charge

par leur confédération respective. Ces pratiques permettent à ces syndicats de conserver en Corse une certaine légitimité. La grève des fonctionnaires ne recueille plus une grande sympathie auprès de la population depuis que les syndicats réformistes ont montré leur refus de lutter avec tous, pour tous, en réclamant des correctifs de la vie chère.

L'ensemble de la population paye chère la grève des fonctionnaires ; tout est bloqué : courriers, dossiers en attente, versements, etc. Et, malgré tout cela, on n'assiste pas à des mouvements anti-grévistes, mêmes les transporteurs qui avaient contribué à paralyser l'île, en bloquant les axes routiers et Bastia au début du conflit, se sont bien gardés de dire qu'ils allaient contre les grévistes, et pour enlever toute ambiguïté, ils ont cessé rapidement leur action. En fait, malgré la volonté de sectorisation de la lutte de la part des syndicats réformistes, il y a une lame de fond qui fait remonter tous les problèmes à la surface. On sent grandir une solidarité naturelle qui n'a rien à voir avec celle de l'Etat. C'est la solidarité des moments difficiles. Solidarité et réflexion qui perçoivent négativement l'action des élus, un sondage a mis en valeur le fait que 28% seulement des Corses avaient confiance en leurs élus. Et, chose nouvelle, les sociaux-professionnels qui s'organisent le font en dehors des chambres de commerce. Voilà des signes qui montrent qu'au-delà de la grève un mouvement plus important se dessine et n'a pas fini d'avoir des prolongements.

Fred ANTONI (Ajaccio)

## Editorial

**C**ETTE fragile fédération de six Etats que constitue la Yougoslavie aujourd'hui n'a pas cessé, semble-t-il, de poser des problèmes aux hommes politiques chargés de maintenir la cohésion « nationale » dans cette région du monde. Après la mort de Tito, tout pouvait en quelques heures être remis en question ; il n'en fut rien. Les autorités politiques, rompues aux difficiles exercices « d'équilibrage », furent suffisamment adroites pour, encore une fois, sauver les apparences, repousser les limites de l'impossible et garantir aux différents peuples composant la Yougoslavie la possibilité de vivre ensemble sous la loi du titisme-léninisme.

Mais l'orientation économique de certaines provinces, les différences — pour ne pas dire le fossé culturel — opposant traditionnellement les communautés appartenant à la chrétienté ou au monde de l'islam, tout cela fait que, 8 ans après la « contre-révolution » de 1981, le Kosovo entre à nouveau en rébellion. Après un laborieux bricolage de la Constitution, Belgrade a réussi le tour de force de s'assurer la fidélité de Pristina, capitale régionale du Kosovo. Les Albanais, largement majoritaires, voyant leur autonomie remise en question, ont organisé de grandes manifestations et la grève dans les grandes entreprises a presque été totale. Les nationalistes, très influents dans la population albanaise, sont entrés en rébellion et, à l'heure actuelle, on déplore des dizaines de morts. Des centaines d'ouvriers ont été condamnés par des tribunaux et les conseils de discipline des entreprises à des peines de 10 à 60 jours de prison ferme ou à des amendes sur les salaires. Le « complot de Tirana » semble être la thèse officielle reprise par toutes les républiques.

Bien au-delà d'un nécessaire plan de développement économique pour la région du Kosovo c'est, bien sûr, l'équilibre de toute la fédération qui est remis en question. Les nationalistes locaux, parce qu'ils expriment à l'heure actuelle la défense de toutes les libertés fondamentales, touchent aujourd'hui tous les pays socialistes. Que ce soit à coup de pérestroïka ou de glasnost, l'empire russe, lui aussi, semble entraîné dans un irrésistible mouvement de réformes qui toutes, fondamentalement, promettent plus de liberté et de dignité pour les citoyens vivant pour certains depuis plus de 71 ans les avatars d'une des plus sanglantes utopies qu'ait connues l'humanité.

## PRESSE

## Table ronde aux NMPP

LES ouvriers des Nouvelles Messageries parisiennes ont-ils lieu d'être satisfaits, après la tenue de la table ronde du jeudi 30 mars ? Car cette revendication, qui était la clef de voûte de leur combat (rencontrer la direction des NMPP, les éditeurs et les pouvoirs publics), a abouti.

Si nous sommes bien informés, tous les participants du côté patronal ne tarissaient pas d'éloges sur

le système coopératif de distribution de journaux en France. A part ça et des pointes entre éditeurs, relevées par la délégation ouvrière (la Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication [Filpac], la section CGT des NMPP, le comité intersyndical du Livre parisien étaient représentés), pas un seul couac, le cœur sur la main, tout le monde était pour la loi Bichet et la péréquation !

Un communiqué commun a même été rédigé, communiqué qui, entre autres, déclare : « Il a été pris acte de la volonté de l'ensemble des participants de pérenniser le système de distribution de la presse, défini par la loi du 2 avril 1947, et de le préserver de toute atteinte quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne. »

Tout va-t-il vraiment pour le mieux dans le meilleur des mondes ? La victoire des travailleurs des NMPP a été de forcer la réunion de tous ces gens responsables pour que, publiquement, ils se déclarent pour le maintien des NMPP (1). Même les éditeurs étrangers présents (principalement les Allemands, avec la presse féminine) ont fait des déclarations favorables à la loi Bichet...

On ne s'attendait bien sûr pas à des déclarations tonitruantes qui auraient remis en cause les NMPP, et les travailleurs attendent fermes sur le terrain les résultats concrets de la modernisation. Dans le communiqué commun de la « réunion extraordinaire du

bureau du conseil supérieur des messageries de presse », il est bien précisé que « les différentes parties sont convenues de la nécessité que la concertation qui doit accompagner la mise en œuvre de la modernisation soit poursuivie et approfondie entre les sociétés de messageries et les personnels qu'elles emploient. Cette modernisation doit se faire dans le souci d'adapter l'outil de distribution aux besoins des éditeurs, mais doit également être réalisée dans le strict respect des dispositions de la loi du 2 avril 1947. »

Ce qui veut dire, en clair, que la modernisation doit aider le système coopératif, et non seulement ramener des profits pour l'empire Hachette. D'ailleurs la confiance règne, car pour que tout se passe bien, il est prévu (pour la modernisation des NMPP) une commission spécifique « qui aura pour rôle de s'assurer de la réalité des progrès obtenus dans ce domaine »...

De ce conflit, les travailleurs des NMPP sortent avec des assuran-

ces écrites pour l'avenir. Le problème des dépôts « sauvages » de sous-traitance (avec des travailleurs à double emploi) n'est résolu que sur le papier. Mais rien n'est résolu, et l'avenir seul dira si le système coopératif de distribution des journaux, « mis en place à la Libération dans l'esprit du programme du Conseil national de la Résistance », saura résister à l'Europe de 1993.

L'effritement du syndicalisme en général, le matériel moderne et l'introduction de la notion de marché européen, tout cela nécessite une solidarité intersyndicale qui souvent est absente. L'hégémonie de la CGT dans le Livre s'émoussant, FO et la CFTD se placent sur le devant de la scène. Est-ce pour les intérêts des travailleurs ? La question est posée.

Sitting BULL

(1) Rappelons quand même qu'en novembre dernier Robert Hersant avait déclaré entre quatre yeux aux représentants syndicaux des NMPP qu'il voulait quitter les NMPP !



## COORDINATION INFIRMIÈRE

## La mobilisation du 23 mars à Bordeaux

LE 23 mars 1989, comme partout en France, la Coordination infirmière lançait un appel à la mobilisation et à la grève, avec sur Bordeaux l'initiative d'une manifestation qui se rendrait en fin de parcours à la clinique du Tondu, en soutien à un infirmier récemment licencié pour ses activités syndicales et « coordinatrices » (voir Monde libertaire n° 742).

Journée test prévue comme telle lors de la dernière rencontre nationale à Paris du 12 mars 1989, la journée du 23 a été un échec.

Voyons-en les raisons : tout d'abord, le délai de préparation a été très court et la plupart des infirmières — averties tardivement — n'ont pas eu concrètement la possibilité matérielle de s'organiser pour participer à la grève. Il apparaît également qu'aujourd'hui la plupart des hôpitaux et cliniques fonctionnent en sous-effectifs. Les gestionnaires du public et du privé reprennent d'une main ce qu'ils nous avaient donné de l'autre, avec parcimonie, à la fin de l'automne 1988. Au détriment des personnes soignées, pour obtenir le maximum de profit et de rentabilité, la Santé est sans hésitation sacrifiée. Dans ces conditions, de façon pratique, comment se mettre en grève, quand on se trouve déjà en service minimum. Facteur de colère, risquant de faire monter la tension, le manque de personnel est aussi facteur de fatigue et d'abattement.

Et puis, il y a la déception des dernières luttes qui n'ont rien donné, ou si peu, malgré l'ampleur de la mobilisation. Très peu en ce qui concerne les salaires, et rien sur les problèmes de statuts. Et surtout, que ce soit pour les infirmières ou les autres catégories de personnel, pas la moindre volonté de mettre en place un calendrier pour négocier et préparer à plus long terme la satisfaction des revendications. On ne le répètera jamais assez (non, on n'oublie pas les autres), dans ce secteur c'est l'ensemble des travailleurs de la Santé qui ont besoin d'une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail, ainsi que de statuts précis. Le statut de l'infirmière de

1993 se prépare sans nous. Nous savons qu'un salon de l'infirmière européenne doit se tenir prochainement, mais là encore la Coordination infirmière n'est pas invitée.

Un dernier point : la Coordination infirmière réalise un peu tard que l'union fait la force. Pour de nombreuses raisons, et pas uniquement par sa faute, la Coordination infirmière n'a jamais réussi à s'associer à une lutte plus vaste qui aurait coordonné un ensemble de coordinations des personnels de santé, avec la possibilité d'avoir pour chacune ses revendications propres. Pour le 23 mars, il y a eu tentative de réaliser quelque chose en commun, mais sans grand résultat vu le contexte actuel de mobilisation.

## Manif à Bordeaux

Le 23 mars, à Bordeaux, la Coordination infirmière a rassemblé environ 200 personnes. A la même heure, la CGT, qui mobilisait aussi ce jour-là, appelait à une conférence de presse sur l'hôpital. Le nombre de participants grévistes était du même ordre ! La presse était présente, à l'écoute de ce qu'allait être le degré de mobilisation des infirmières.

Alors, finie la coordination ? Je répondrai non, car la structure reste en place avec un nombre toujours très important de personnes qui travaillent en son sein, également du fait que l'échec du 23 mars ne veut pas dire qu'une remobilisation à plus long terme est devenue impossible. Ce qui demeure essentiel, c'est qu'avec la coordination ou sous d'autres formes, les infirmières, celles et ceux qui à tous les niveaux travaillent dans le secteur Santé, continuent de s'interroger, réfléchissent et travaillent pour trouver la meilleure façon d'obtenir ce à quoi ils ont droit. Toutes et tous en ont marre des sous-effectifs, des augmentations bidons et des salaires minables. Personne ne pourra admettre non plus l'augmentation si vite accordée aux praticiens hospitaliers, pas plus que de savoir que notre travail est incorrect et parfois dangereux du fait des conditions que l'on nous impose pour pratiquer ce travail.

La Coordination infirmière continue et prépare des états-généraux de la profession pour les 15 et 16 avril. D'autres coordinations persistent, certaines se mettent en place. Des structures se créent en parallèle ou à côté de la coordination, associations ou syndicats professionnels. Nul ne peut dire où et quand cela va redémarrer. Ce qui est sûr, c'est qu'à force de trop tirer sur la corde, elle finira par céder et que, si l'on veut gagner, il faudra y aller tous ensemble.

## Malheur aux presque barbus

Pour ce qui est de mon affaire, mon licenciement de la clinique du Tondu sous prétexte de tenue incorrecte, la manifestation de la Coordination infirmière en sa fin de parcours s'est dirigée vers la clinique, rejointe par le cortège de la CGT — qui me soutenait également — et par les organisations politiques et syndicales adhérentes au comité de soutien formé sur Bordeaux pour protester et faire du bruit sur l'affaire : le

raconte que je fais partie d'Action directe, pour essayer de me occuper de mes ex-collègues. La direction fait des efforts pour manier avec précision les mots « anarchiste » et « trotskiste » pour introduire le concept de « manipulation ». Bref, la direction prend mes ex-collègues et néanmoins toujours amis pour des imbéciles. Fait plus grave, le directeur a refusé d'enregistrer la liste de nos candidatures aux élections de délégués du personnel en tant que liste syndicale. Bilan : tous nos candidats syndicalistes du STT sont élus, mais à titre individuel. Averti, l'inspecteur du travail va faire un rapport. De notre côté, nous ne comptons pas en rester là.

A savoir que les participantes à la manifestation de soutien ont été menacées de renvoi, de façon déguisée bien sûr. Un jour ou l'autre, elles finiront bien par se présenter au travail en étant mal rasées. On croyait que ça n'existerait plus des patrons comme ça. Si, il en reste de ces patrons qui n'ont rien contre les syndicats, mais qui préféreraient que le mot syndicat soit remplacé et que le



STT (le syndicat de la clinique), la CNT, la LCR, le SCALP et la FA. Nous n'avons pas été reçus malgré une demande de rendez-vous. Une autre rencontre a été prévue aux prud'hommes pour le 13 avril. Situation à la clinique : panique et répression délirante. On

mot travailleur n'y soit pas. A la clinique, à l'hôpital (ou ailleurs), à quand la grève... générale.

Patrick AGUIAR  
(Gr. Emma-Goldman)

## en bref...en bref...

## • «ENRAGÉS».

Le « Comité des Enragés » de Perpignan organise, le samedi 15 avril à 15 h 30, une conférence-débat intitulée : « Révolution française et réflexions pour le futur », avec Yves Peyraut (animateur sur Radio-Libertaire Paris, radio de la Fédération anarchiste). Pour tout contact : 2, rue Théodore-Guiter, à Perpignan.



## • CONCERT.

Un concert de rock alternatif, réalisé au profit des groupes antifascistes et de la Coordination nationale antifasciste, aura lieu à Paris le 14 avril à l'École du Cirque, 2, rue Cloture, près du métro de la Porte de la Villette. Au programme : Laid Théardier, Dirty District, Nuclear Device, The Brigades et les Kamioners du Suicide. La participation aux frais est de 50 F.

## • MANIFESTATION.

La date du 22 avril a été retenue pour la Journée européenne antifasciste, antiraciste et antisexiste. A cette occasion, une manifestation internationale se tiendra à Paris. « Réflexes » et le SCALP appellent les personnes intéressées à se rassembler au métro Europe à 14 h 30.

## • RENDEZ-VOUS.

Le groupe Jules-Durand de la Fédération anarchiste tiendra une table de presse lors de la Fête de Lutte ouvrière, le 16 avril, de 12 h à 20 h, à la salle des fêtes de Breville du Havre.

(Su  
for  
tio  
un  
vai  
cha  
s'a  
jou  
au  
l'un  
com  
lors  
tion  
pou  
II  
était  
pren  
fess  
eu d  
intro  
cats  
direc  
Au c  
les v  
cette  
étaient  
fait d  
struct  
où les  
institu  
tous l  
nables  
peut v  
Surtou  
exemp  
profes  
qu'on  
cat et  
bureau  
congrè  
pas pr  
de ma  
regrou  
dire qu  
toute d  
d'un m  
dirais m  
trer, de  
dans un  
n'est pa  
ties sont  
perdre,  
certain  
compens  
bien plus  
syndicat  
bureaucr  
tisme.  
— M.  
tions sur  
nance à l  
d'un text  
que tu p  
structures  
dotés et  
avez ? En  
tent juste  
leurs à ur  
ses ?  
— B. T.  
ment grâc  
res que n  
les unions  
profession  
du syndic  
ou adopte  
pris sur la  
tenance à  
nalista et  
dans la sit  
Avec une  
aurait cert  
facilités po  
problèmes.  
structures  
syndicat p  
beaucoup  
des seuls p  
que la prise  
beaucoup  
peuvent être  
dans le cad  
d'un consei  
représenti  
une section  
niveau du c  
également à  
structures du  
aux adhéren

CORSE

# Interview du secrétaire général du STC

(Suite de la page 3)

former les responsables dans les sections, afin que tout ce qui pouvait à un moment donné engorger le travail de l'union locale soit pris en charge réellement par la section. Il s'agissait ainsi de régler au jour le jour tous les problèmes des salariés, au niveau de l'entreprise. Et, dans l'union locale, on effectue un compte rendu de ce travail ou, lorsqu'il y a une difficulté, la section vient en parler à l'union locale pour le résoudre ensemble.

Il y avait une autre solution qui était de dédoubler vers le haut. De prendre un certain nombre de secrétaires et de créer des syndicats professionnels. Je ne pense pas qu'il y a eu de la part des camarades, qui ont introduit cette possibilité des syndicats professionnels, une volonté directe d'aller vers le corporatisme. Au contraire, dans leur texte, tous les verrous nécessaires pour que cette déviation ne se fasse pas étaient mis. Mais le congrès a bien fait de rejeter la création de cette structure car, à partir du moment où les syndicats professionnels sont institutionnalisés, on peut mettre tous les verrous possibles et imaginables, le contenu d'aujourd'hui peut varier et être différent demain. Surtout sachant que, à la CFDT par exemple, c'est à travers les syndicats professionnels ou les fédérations qu'on arrive à faire dévier le syndicat et à lui donner un caractère bureaucratique... Je pense que le congrès du STC a eu raison de ne pas prendre le risque d'introduire de manière statutaire ce genre de regroupements. Ce qui ne veut pas dire que nous avons fermé la porte à toute coordination entre sections d'un même secteur. Des sections d'un même secteur ont le droit et je dirais même le devoir de se rencontrer, de se regrouper entre elles, dans un cadre informel. Quand ce n'est pas institutionnalisés, les garanties sont données... On va peut-être perdre, dans un avenir proche, une certaine efficacité, mais elle sera compensée par une autre efficacité bien plus importante : avoir laissé le syndicat sur des bases évitant la bureaucratisme et le corporatisme.

**M.L. :** *Le STC a des orientations sur la réalité corse : appartenance à la coalition Unità, adoption d'un texte sur l'écologie, etc. Est-ce que tu peux faire le lien entre les structures dont vous vous êtes dotés et les orientations que vous avez ? En quoi elles vous permettent justement d'amener les travailleurs à un certain nombre d'analyses ?*

**B.T. :** Je crois que c'est justement grâce à l'existence des structures que nous avons, en particulier les unions locales dans un cadre interprofessionnel, qu'on peut au sein du syndicat mener des discussions ou adopter des orientations, y compris sur la question de notre appartenance à la coalition Unità nazionalista et notre intervention directe dans la situation politique de l'île. Avec une structure par secteur, il y aurait certainement de grandes difficultés pour aborder ce genre de problèmes. On sait très bien que les structures de type fédération ou syndicat professionnel favorisent beaucoup plus la prise en compte des seuls problèmes de la branche que la prise en compte de problèmes beaucoup plus larges. Ceux-ci ne peuvent être pris en compte que dans le cadre d'une union locale et d'un conseil national où il y a une représentation directe des sections : une section égale une voix, au niveau du conseil national. Je tiens également à préciser que toutes les structures du syndicat sont ouvertes aux adhérents. Le conseil national

réunit les représentants des sections, mais les membres du syndicat ont le droit et le devoir de participer, d'intervenir... même s'ils ne peuvent pas prendre part au vote.

**M.L. :** *Un des aspects importants du STC est sa présence dans le mouvement nationaliste. Quand on habite loin et qu'on ne connaît pas la situation corse, on peut avoir une vision déformée. Est-ce que tu peux préciser comment fonctionne Unità, comment est garantie l'autonomie de chaque composante. Au niveau du STC, des articles des statuts ont été adoptés et précisent le rôle et la spécificité de l'organisation syndicale.*



**B.T. :** Nous vivons dans une situation coloniale... Dans ce cadre-là, l'ensemble des couches de la société corse a un intérêt commun : c'est de se débarrasser de la société coloniale. Au niveau des agriculteurs, qui sont de petits propriétaires, des petits commerçants et artisans, des étudiants... Il y a une réalité : toutes ces couches subissent de plein fouet la politique coloniale. Pour être cohérent, il faut que toutes les couches s'organisent, de manière spécifique bien sûr car il ne s'agit pas de créer des organisations interclassistes. Ils s'organisent donc sur la base de la défense de leurs intérêts, mais à partir de là il y a une prise de conscience qu'il existe un intérêt général. Ce qu'il ne fallait pas faire et qui n'a pas été fait, c'est de concevoir Unità comme un parti politique. Ce que nous avons demandé et obtenu, parmi d'autres, c'est qu'Unità soit une coalition d'organisations. Cela veut dire des organisations syndicales et politiques qui, sur la base de la participation à des luttes communes contre le colonialisme, mènent cette action dans le cadre d'une coalition. Il faut pour cela que les règles démocratiques soient respectées et que la spécificité de chacun soit garantie. Par exemple, nous sommes, en tant que STC, présents dans Unità nazionalista comme structure et les propositions et les décisions qui sont prises en son sein, sont d'abord discutées et adoptées à l'intérieur du syndicat. Pour aller plus loin, je pense que c'est la démarche du mouvement nationaliste qui veut cela : c'est ce qu'on appelle la démarche d'autodétermination. L'autodétermination, cela veut dire prise en compte par le peuple lui-même de ses aspirations et de ses objectifs. Si l'union nationaliste avait décidé de créer une organisation qui dirige d'en haut, on ne serait plus dans le cadre de l'autodétermination. Dans la lutte d'aujourd'hui, on prépare la Corse de demain. Préparer la Corse de demain c'est, à tout moment, tirer les bilans de l'expérience de

chaque organisation et voir comment on peut organiser la Corse de demain.

Il y a une organisation politique au sein d'Unità, c'est la Concolta nazionalista, elle a toujours été définie comme un contre-pouvoir politique qui s'occupe du terrain institutionnel, mais absolument pas comme une organisation qui doit contrôler ce que font les organisations syndicales dans un schéma parti politique-syndicat, courtoise de transmission. Il y a égalité à tous les niveaux, c'est la garantie pour que, non seulement nous avançons, mais aussi que l'autodétermination passe réellement dans les faits, et

en place d'une nouvelle économie au sein du système capitaliste.

En Corse, il y a un gros danger... La reconnaissance récente de la notion de peuple corse par l'assemblée de Corse semble ouvrir la voie à l'autonomie. Par rapport au mouvement nationaliste, des perches sont tendues pour que les organisations syndicales, par exemple, participent... Au niveau des transports, il y a un office des transports et on pourrait nous dire : venez au bureau, gérez avec nous. Là, il faut faire très attention, et nous avons été obligés de mettre un cadre pour éviter l'intégration et que le syndicat abandonne son terrain de classes. Quand à l'indépendance par rapport aux partis politiques, je crois qu'il ne faut pas y voir une méfiance particulière par rapport à telle ou telle organisation. Tout salarié a le droit d'avoir un engagement politique, mais nous pensons qu'au niveau des structures dirigeantes il y a une incompatibilité. Une organisation politique a un rôle bien précis, un terrain à occuper. Le syndicalisme a un autre terrain et il ne faut pas confondre. De plus, le STC peut devenir un enjeu, il s'agit donc de prendre en compte l'avenir. Demain, il peut y avoir des organisations politiques désireuses d'effectuer une OPA sur le syndicat. Il était ainsi nécessaire de mettre en place des verrous. Le fait que ces articles ont été votés à l'unanimité et qu'il n'y a pas eu de véritables oppositions prouve aussi la maturité du syndicat sur ce point. (...)

**M.L. :** *Comment peuvent s'articuler ce refus d'intégration et le désir de voir la représentativité du STC reconnue ?*

**B.T. :** Le souhait de représentativité est un problème technique, il ne s'agit pas d'intégration. Comme nous subissons la loi qui donne une présomption de représentativité à cinq confédérations syndicales, nous sommes dans notre travail syndical extrêmement gênés pour nous développer. Le problème de la représentativité n'est pas entièrement réglé, du moins au niveau institutionnel, mais sur le terrain cela a été résolu. Au départ, c'était très difficile car il y avait une coalition syndicats-patronat pour nous faire



des procès... et également une coalition patronat-pouvoirs publics pour nous empêcher de nous présenter aux élections (2). A partir de là, le problème de la représentativité ne se pose pas au niveau de l'intégration, mais il s'agit de pouvoir exercer librement l'activité syndicale. C'est un problème de liberté syndicale. Du moment où nous avons cette liberté pour construire notre organisation, l'essentiel est de la construire sur des bases d'indépendance et de refus de l'intégration. Il fut un temps où la représentativité était un acquis, pour empêcher la présence de syndicats jaunes. Je suis d'accord, mais je pose la question : est-ce que le STC est un syndicat jaune ? Est-ce que, en France, la CNT est un syndicat jaune ? Il y a eu détournement d'un acquis ouvrier par les bureaucrates pour

contrer des organisations syndicales qui remettent en cause leur pouvoir de direction et leurs pratiques par rapport à la classe ouvrière.

**M.L. :** *Tu as souligné, lors de ton rapport au congrès, les difficultés qu'affrontait le STC, en tant qu'organisation jeune : formation, finances, absence d'un journal, etc. Peux-tu nous en parler ?*

**B.T. :** C'est sûr qu'en trois ans d'existence, nous n'avons pas pu réaliser tous les objectifs que nous nous étions fixés. D'abord parce que nous avons été pris par l'activité syndicale — c'est bien et j'espère que cela continuera. La vitesse de développement du syndicat nous a obligé à prendre en charge des sections confrontées au manque de formation, à la répression, etc. Cela signifie la présence dans l'entreprise, des déplacements, que l'ensemble du syndicat se mobilise pour aider chaque section qui se crée. Au niveau du syndicat, nous en sommes encore à la tradition orale, les liens entre sections, entre adhérents, sont des liens oraux et non pas par écrit. Nous allons essayer, puisque le journal est programmé (3), de sortir de l'âge de pierre pour passer à celui du bronze. Sur le plan de la formation, c'est un autre problème qui nécessite des structures et une aide assez importante des syndicalistes extérieurs à la Corse, qui prennent en compte la réalité du STC et qui viennent nous aider pour la formation.

**M.L. :** *Est-ce que tu as un message à transmettre aux lecteurs qui sont syndicalistes, dans diverses structures, pour conclure ?*

**B.T. :** Les syndicalistes, aujourd'hui, doivent prendre en compte ce qui se passe. C'est-à-dire comprendre que de profondes mutations sont en train de se réaliser dans le monde du travail. Ces mutations, c'est la remise en cause des directions des organisations syndicales, les coordinations... En fait, on se dirige vers une restructuration du mouvement syndical sur les bases que le syndicalisme n'aurait jamais dû abandonner : des bases de classes et d'indépendance. Tout ce qui se fait, ce que soit au travers des expériences

Propos recueillis par Serge et Pascal

(1) Cf. articles consacrés à ce congrès, parus dans le Monde libertaire n° 725, du 10 novembre 1988.

(2) Cf. Monde libertaire n° 704 et 705, 21 et 28 avril 1988.

(3) Le numéro 1, consacré au 2<sup>e</sup> congrès, est paru depuis. Abonnement pour 1 an : 100 F, à l'ordre d'Avvene (« avenir »). STC : 25, rue Napoléon, 20200 Bastia ou 1, rue de la Pietrina, 20000 Ajaccio.

## ENVIRONNEMENT

## La dégradation de la couche d'ozone

LES gouvernements s'intéresseraient-ils à l'écologie ? Trois rencontres internationales ayant pour objet la « protection de la couche d'ozone » ont eu lieu au cours de la première moitié du mois de mars 1989. La première rencontre se déroulait le 4 mars, à Paris, à l'initiative du président de l'Assemblée nationale. La deuxième rencontre avait lieu à Londres, les 5 et 6 mars, à l'initiative du Premier ministre anglais. La troisième rencontre avait lieu à La Haye, le 11 mars, à l'initiative des Premiers ministres néerlandais, norvégien et français. Durant la semaine précédant le premier tour des élections municipales, la plupart des médias (télévisions, radios, quotidiens) couvrant « l'hexagone » ont relaté cet événement. Avec cet article, nous allons essayer de faire brièvement le point...

## « Du Concorde au Pôle Nord. »

Dans le « milieu scientifique », la dégradation de la « couche » d'ozone est un sujet d'études, de débats, parfois de polémiques, depuis une vingtaine d'années.

Dans les années 1970-1971, des chercheurs affirmèrent que les oxydes d'azote rejetés par les réacteurs d'avions et les épandages d'engrais détruiraient, en 30 ans, 16% de la couche d'ozone. Des intérêts économiques étant en jeu (notamment la commercialisation de l'avion Concorde), des recherches furent entreprises. Les résultats de ces recherches ne confirmèrent pas véritablement l'hypothèse d'une dégradation de la « couche » d'ozone. En 1974, on notait surtout que les structures atmosphériques et les relations physico-chimiques qui s'y déroulent sont complexes. Des travaux se poursuivirent et, en mai 1985, la revue scientifique anglaise *Nature* relança le débat en publiant une lettre de trois chercheurs du British Antarctic Survey. Ceux-ci affir-

mèrent que la dégradation ne cessait de s'amplifier. Pour l'expliquer, des chercheurs accusèrent les oxydes de chlore nés de la décomposition stratosphérique de chlorofluorocarbures (CFC) par les ultra-violettes solaires. En 1986, des observations effectuées depuis Mac Murdo (situé en bordure de mer de Ross) révélèrent une concentration importante de CFC. En 1987, des concentrations d'oxyde de chlore 500 fois supérieures aux quantités relevées dans les latitudes moyennes furent observées aux endroits où l'ozone avait disparu.

Pour le Pôle Nord, c'est en février 1988, depuis la base de Thulé, au Groenland, qu'une équipe mit en évidence la présence d'oxyde de chlore. En mars 1988, les résultats des premiers travaux de l'Ozone Trend Panel furent publiés. Cet organisme, créé afin d'examiner l'évolution de l'ozone atmosphérique, regroupe (entre autres) des chercheurs travaillant à la NASA, à l'OMM (Organisation météorologique mondiale) au PNVE (Programmes des Nations Unies pour l'environnement). Selon l'Ozone Trend Panel, la quantité totale moyenne d'ozone comprise dans l'atmosphère, entre 53° de latitude nord et 53° de latitude sud, a baissé de 2,5% entre 1978 et 1985. Ce chiffre a été obtenu après correction des facteurs variables comme l'intensité du flux solaire. « (...) Cette valeur est très supérieure à ce que les modèles prévoient et y a encore un an (...) » (1). Aujourd'hui, nous attendons les résultats des expériences réalisées en janvier et février dernier, au Pôle Nord. Il semblerait qu'il y ait une baisse moyenne d'ozone de 10%, dans la couche stratosphérique de cette région (2)...

## Causes et conséquences

Dans de précédents numéros du *Monde libertaire*, nous avons déjà

abordé le problème de la dégradation de la couche atmosphérique d'ozone (3). Parmi les raisons envisagées pour cette dégradation, les hypothèses formulées aujourd'hui accusent principalement les CFC.

En 1987, la répartition des CFC produits par l'espèce humaine était de 30% pour les mousses (sièges de voitures, coussins, isolants, etc.) ; 30% pour la réfrigération ; 30% pour les aérosols (bombes à raser, laques, déodorants, etc.) ; 10% pour les solvants destinés à l'électronique (4). D'autres estimations répartissent les CFC à 28% pour les mousses, 25% pour la réfrigération, 25% pour les aérosols, 16% pour les solvants, 4% en divers usages et 2% pour les halons (5).

Actuellement, dans le monde, il y aurait 1,1 million de tonne de CFC utilisées. Rappelons que les CFC sont des gaz artificiels. Leurs molécules sont stables et ne se détruisent pas dans la basse atmosphère. Elles ne sont cassées que vers 20 km d'altitude, quand elles rencontrent des rayons cosmiques suffisamment durs, et libèrent alors un atome de chlore. L'ozone va alors s'associer au chlore. A la suite d'un cycle complexe, l'ozone se transforme en oxygène et libère l'atome de chlore qui pourra de nouveau s'associer avec de l'ozone...

Avec les halons, les gaz les plus nocifs pour la couche d'ozone seraient les CFC 11 et les CFC 12. Ils représenteraient 80% de l'ensemble des CFC fabriqués. Entre 12 et 45 km d'altitude, l'ozone formerait une très fine couche, avec une concentration maximale et quelques millimètres d'épaisseur vers 25 km d'altitude. Cette présence d'ozone dans la haute atmosphère permet l'absorption d'une grande partie des rayonnements ultraviolets solaires, dans les longueurs d'onde inférieures à 300 nanomètres. Selon certaines hypothèses, une diminution de moitié de la couche d'ozone abaisserait la capacité de filtrage des UV à 285 nanomètres. Le pic d'absorption des protéines étant estimé à 280 nm ; celui de l'ADN à 260 nm ; les effets des UV pourraient être « catastrophiques » pour l'ensemble des espèces vivantes (6).

Certains chercheurs rendent aussi les CFC responsables de 10% de l'effet serre qui commencerait à réchauffer la Terre. Cet éventuel

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...



réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

## Les problèmes restent !

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

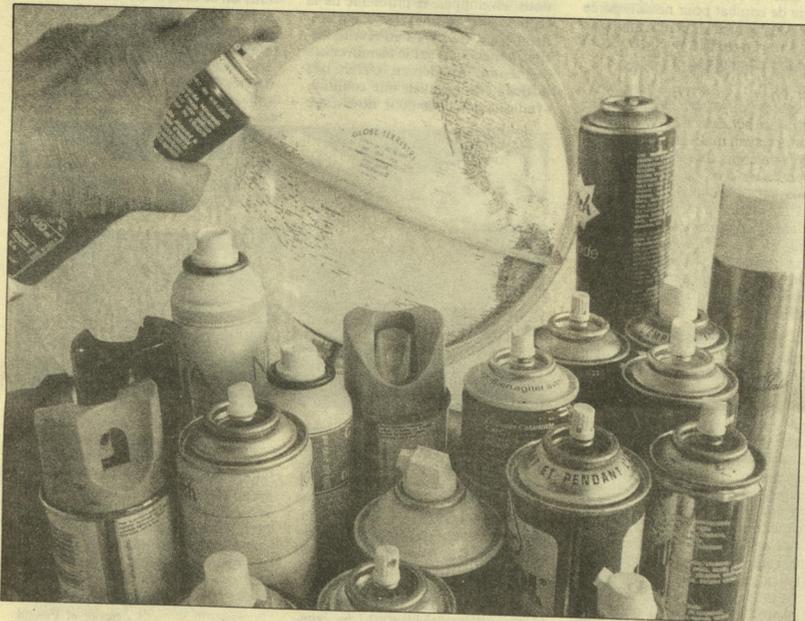
réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

## CHRISTIAN (liaison Evreux)

## NOTES

- (1) La Recherche n° 205, décembre 1988 : « Trous d'ozone polaire : de nouvelles questions ».
- (2) Le Monde du 2 février 1989 : « Les constatations des chercheurs ».
- (3) Le Monde libertaire du 17 novembre 1988. On peut lire également l'article de Langand paru dans Infos et analyses libertaires n° 24.
- (4) Le Monde du 11 janvier 1989 : « Ozone : cap sur l'Arctique ».
- (5) Le Monde du 7 mars : « Une seule Terre » (les halons sont des gaz où le chlore est « rematé » par du brome, les halons seraient encore plus destructeurs d'ozone que les CFC).
- (6) Le Monde du 11 janvier 1989 : « Le bouclier de la vie » ; Sciences et Avenir n° 505, mars 1989.
- (7) Le Monde du 22 octobre 1988 : « Les CFC continuent à miter la couche d'ozone ».
- (8) Le Monde du 8 février 1989 : « Cinq conventions signées à Paris ».
- (9) Le Monde du 8 mars 1989 : « La conférence de Londres ».
- (10) Le Monde du 12 et 13 mars et du 14 mars 1989.



réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

## De rencontres en réunions : beaucoup de vent !

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

réchauffement serait de 3° à 4° C en moyenne, au cours des cinquante prochaines années (7)...

SANTÉ

« In AIDS we trust »

LES quelques lignes qui suivent permettront aux lecteurs du *Monde libertaire* de s'informer sur la politique ministérielle en matière de santé, et plus particulièrement à l'encontre du SIDA ; mais aussi sur le seul médicament anti-hiv commercialisé à ce jour. Une certaine réserve s'impose toutefois, afin d'éviter toute interprétation hâtive.

« La recherche est notre unique actionnaire »

« La recherche est notre unique actionnaire ». Tel fut le slogan du laboratoire Wellcome. Très vite, suite à sa récente entrée en bourse, le mot unique a disparu comme par enchantement. Il est vrai qu'avec la



Test de dépistage.

commercialisation de l'AZT (zidovudine pour les puristes, rétrovir pour les intimes), il aurait été dommage de ne point faire de bénéfices.

L'AZT, molécule mise au point en 1964, destinée à lutter contre certaines leucémies, est vite tombée dans les oubliettes, celle-ci n'ayant pas apporté les résultats escomptés. Mais avec l'apparition du SIDA, l'AZT sort de l'anonymat et est au centre d'une féroce bataille que se livrent les différents laboratoires

pharmaceutiques à travers le monde, dont l'issue verra l'un d'eux entrer dans l'histoire.

En 1987, les ventes d'AZT représentaient 16 millions de livres sterling. En 1988, elles sont passées à 90 millions. L'année 1988 fut sans conteste une année record, malgré les variations du cours des monnaies, en particulier la baisse du dollar, qui ont eu un impact sur les résultats. Sans cette variation du change, le chiffre d'affaire aurait augmenté de 20% par rapport à l'année précédente, et les bénéfices avant impôt de 53%. Seulement 13,1% du chiffre d'affaire a été refondu dans les dépenses de la recherche. Ainsi, on comprend mieux pourquoi le fameux slogan cité précédemment a été discrètement amputé.

Des investissements ont été réalisés par là-même. Entre autres, un nouvel immeuble vient d'être acheté à Londres et deviendra le siège de la société. Pour le développement du laboratoire Wellcome, il est loin d'être indifférent que les années à venir se déroulent avec ou sans le SIDA. Il est cependant important de souligner, dans un pur souci d'objectivité, que le laboratoire Wellcome s'investit dans la recherche et fut à l'origine de molécules originales qui ont complètement changé le pronostic de certaines infections : l'herpès par exemple. D'ailleurs, cinq prix Nobel sont là pour le rappeler. A ce jour, le laboratoire Wellcome fournit de gros efforts afin d'intensifier le développement de l'AZT. Des essais cliniques, dans plus de 100 centres, sont actuellement en cours et portent sur environ 7 000 malades. D'autres produits devraient être commercialisés dans les 20 années à venir.

L'appât du gain

Là où le bât blesse, c'est ce produit (le seul pour le moment, à rappeler les grandes pontes du laboratoire), en plus de son prix onéreux (1 000 F les 100 gélules, 10 par jour en moyenne), n'est pas dépourvu d'effets indésirables majeurs. Il est exact que la recher-

che a un prix, mais le juste milieu n'est-il pas royalement ignoré ? Sans cet esprit de compétitivité, cet appât du gain, il aurait peut-être été possible de nationaliser ces laboratoires afin d'éviter les excès, et cette escalade au profit au détriment du malade. Mais les découvertes issues de cette fameuse recherche sont le fruit d'une émulation générée par le fric et la gloire.

Un autre point scandaleux peut être mis au compte du ministère de la Santé, qui a volontairement imposé que les informations propres à l'AZT ne soient présentées exclusivement qu'aux centres utilisateurs (une quinzaine d'hôpitaux). Une information distillée au compte-goutte, et dont sont privés les médecins de ville.

La conséquence de cette politique draconienne est simple. Un médecin généraliste est dans l'incapacité totale de prescrire un médicament à un patient sous AZT se plaignant de certains maux. En effet, comment prescrire un médicament, quel qu'il soit, lorsque l'on est plongé dans un obscurantisme absolu concernant la connaissance générale de l'AZT et, plus grave encore, les interactions médicamenteuses. Nombreux sont les patients SIDAS ou ARCS qui décrivent des maux de tête. On pourrait être naturellement tenté de leur prescrire du paracétamol, mais ce dernier s'inscrit dans la liste des interactions médicamenteuses : encore faut-il le savoir !

Pour le ministre de la Santé, le SIDA sonne le glas de la Sécurité

sociale. Le nombre de cas va grandissant, d'ailleurs le seuil des 5 000 cas est dépassé. Le budget réellement compressible de la Sécu, lui, stagne toujours à environ 5%. Où trouver l'argent sans priver les militaires de leurs joujoux destructeurs ? Une seule solution à ce jour, que semble avoir adopté le ministère... Réduire le plus possible l'information, dans l'espoir de ne voir traiter que les patients en phase terminale, ce qui réduit la durée du traitement, les dépenses, et retarde le naufrage. L'éthique, pour ces fonctionnaires, se réduit au verbe et à des règles élémentaires d'arithmétique.

Placebo  
« Caladeshnikov »

N'y a-t-il que des chercheurs dans la recherche ?

AU CNRS, comme d'ailleurs dans toute la recherche publique, cohabitent deux catégories professionnelles de titulaires : les chercheurs et les ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs).

Dans chacun de ces deux corps, existent différents grades correspondant aux niveaux de qualification. Un statut fonction publique a remplacé, depuis quelques années, le statut contractuel à durée indéterminée en vigueur lors de la création du CNRS.

Cette structure semble des plus logiques ; théorie, pratique et gestion peuvent ainsi être abordées par le personnel compétent en la matière. Mais la réalité est toute autre.

Les chercheurs ont du mal à accepter la compétence, tant chez le personnel technique que chez le personnel administratif (nous parlons de celui travaillant au sein des laboratoires). Il n'est toutefois pas question pour eux d'effectuer le travail correspondant. Aussi, ce sont les initiatives seulement qui se voient récupérées. Cela entraîne une dévalorisation des tâches et une démotivation du personnel ITA, mais de plus un travail mal conçu du fait de voies mal choisies.

Celui qui « sait »

Problèmes hiérarchiques ? Pas tout à fait, préjugés aussi... Le chercheur est intelligent et a fait beaucoup d'études ; il « sait ». Même dans un domaine où il est ignorant, il pourra toujours donner une directive digne d'intérêt. Le chercheur s'entoure donc d'exécuteurs et, pour le technicien ou l'ingénieur (qui, eux aussi, ont fait des études et acquis une connaissance par la pratique), la situation devient vite invivable. Exécuter une expérience que l'on sait d'avance inutile, rien de moins enthousiasmant. D'où les demandes de mutation qui se multiplient...

Le personnel technique et administratif, à qui la direction reproche dans les médias son refus de « bouger », n'a en fait qu'une aspiration, c'est la mobilité ; mobilité certes concertée, mais néanmoins réelle et susceptible de lui faire découvrir des équipes où le travail existe, et où il puisse être reconnu.

Il y a aussi, en particulier dans le département des sciences de la vie, des cas plus graves. Là, le travail des ITA n'est ni valorisé ni accaparé, il est tout simplement inexistant. Inaction totale, donc perte de qualification et gaspillages de crédits dans des équipes endormies. Il en est ainsi sur le plateau de Ville-

juif, où l'IRSC et l'ICIG attendent depuis des mois une restructuration qui ne vient pas.

Dans cette situation, la mutation est encore plus urgente, mais soulève le problème est des plus épineux. Un tollé de protestations s'élève à chaque tentative :

- les chefs d'équipes, qui nient les faits et s'empressent de fournir des occupations et des espoirs de promotion au personnel désireux de partir ;
- leurs collègues chercheurs qui, par solidarité les soutiennent ;
- leur syndicat, le SNCS ;
- mais aussi, chose surprenante, le SNTRS-CGT, syndicat des ITA (méfiant vis-à-vis des agents se plaignant de ne pas assez travailler, et réclamant le droit à la mobilité).

Les possibilités de mutation

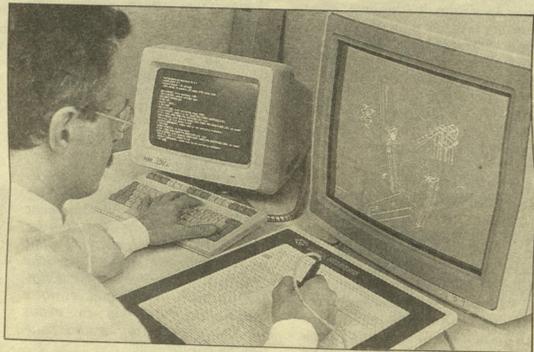
Mais qu'en est-il vraiment des possibilités de mutation ? Très difficile à obtenir, la mutation, on s'en doute ! Le CNRS a rétabli récemment la nécessité de l'accord du chef de laboratoire que l'agent veut quitter ; trois années durant on a pu se passer de ce « droit de cuissage », mais les responsables d'équipes ont bien su rétablir ce privilège auprès de la direction.

Un chercheur se sent, non seulement dévalorisé lors de la perte de

TEL 36 13 code SIG3. A 25 demandes, une possibilité de mutation offerte... Alors que faire ? Attendre son salaire en se trouvant les pouces ? Effectuer des travaux que l'on sait inutiles et inadaptes ? Ou chercher soi-même des labos d'accueil ? Et, une fois trouvés, prier le ciel que la direction daignera bien accorder le transfert de poste d'une équipe inactive à une équipe de pointe travaillant sur des sujets d'urgence.

Il faut donc réclamer une meilleure gestion des postes ITA accordés aux équipes. Bien adapter les besoins réels d'un laboratoire au type de poste attribué. C'est-à-dire éviter de déqualifier l'agent par un travail ne faisant jamais appel à la compétence écrite par son grade. Et il faut être conscient que cela ne peut se faire que par un contrôle sur place par l'administration, par un échange d'informations avec le personnel ITA, et ceci indépendamment des chercheurs.

Reconnaître à l'agent le droit à l'initiative et à l'organisation de son travail. Une motivation plus grande en résulterait, et l'efficacité du laboratoire se verrait augmentée. Mais surtout en parler, savoir que dans la recherche scientifique française, comme l'affirme M. Kourilsky, directeur du CNRS, « il faut personnaliser et humaniser l'organisation de la gestion du personnel », et



l'un des postes de son équipe, mais aussi « délaissé », « trahi » même, par l'agent en mutation. La formation acquise par celui-ci dans le laboratoire semble avoir été du temps perdu pour l'équipe. En fait, il n'en est rien ; au cours du séjour, il y a échange. Si l'ITA se forme à de nouvelles techniques, à un nouveau sujet, il apporte aussi un savoir, une expérience.

Pour avoir une bonne appréciation de la mobilité offerte au personnel, il suffit de consulter MINI-

que « c'est de la motivation et de l'épanouissement (du personnel) que dépend la qualité de la recherche » ou bien que « le CNRS doit valoriser les ressources de chaque personne » (journal du CNRS novembre et décembre 1988), et surtout comme le dit M. Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, il s'impose d'« assouplir, d'adapter, de moderniser » (discours du 6 octobre).

Un ingénieur du CNRS

IN AIDS WE TRUST



Gélules dosées à 100 mg.

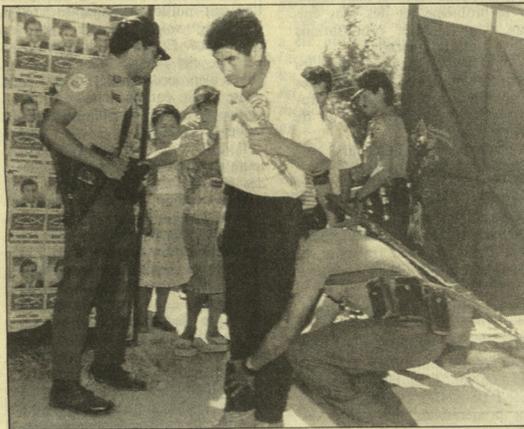
## EL SALVADOR

## L'ARENA entre en scène

UNE nouvelle ère commence à El Salvador avec le succès de l'ARENA aux récentes élections présidentielles. L'effondrement de la Démocratie chrétienne soutenue par les Etats-Unis augmente encore d'un cran la bipolarisation des forces en conflit.

## Fin de règne pour la Démocratie chrétienne

La victoire de l'extrême droite, le 19 mars dernier (1), nécessite quelques commentaires. En tenant compte de l'ampleur de la guerre civile, de l'exil de centaines de milliers de réfugiés, d'un taux d'abstention frôlant les 50%, la victoire de l'ARENA ne signifie pas grand-chose. Il s'agissait uniquement de démontrer à l'opinion internationale que la démocratie salvadorienne fonctionne, alors que dans les faits la réalité est toute autre. Les 43 morts et les 89 blessés du jour du scrutin sont là pour nous le rappeler. Cette fois encore, c'est l'électorat urbain et privilégié qui a fait la différence. A peine plus de 500 000 personnes ont voté en faveur de A. Cristiani, et celui-ci se retrouve président.



Policiers fouillant un homme s'appêtant à voter.

Cette consultation met un terme à la parenthèse démocrate chrétienne qui s'amorça il y a une dizaine d'années. Le 15 octobre 1979, des putschistes renversèrent le gouvernement et s'engageaient à mettre fin à la violence, la corruption et à respecter les droits de l'homme. C'est pourquoi certains partis : la Démocratie chrétienne, le Mouvement nationaliste révolutionnaire et le Mouvement social chrétien, entre autres, acceptèrent de participer à la junte. Mais la politique répressive persistante provoqua, au début de l'année 1980, l'éclatement de la Démocratie chrétienne (2) et le départ de G. Ungo.

Le 10 mars, N. Duarte, de retour de 8 années d'exil au Venezuela fit son entrée au gouvernement avant d'être nommé à la présidence. Le 22 avril 1982, à la suite des élections législatives, il fut le promoteur de l'accord de « gouvernement d'union nationale » réunissant l'ARENA, la Démocratie chrétienne et le PCN, avant de quitter ses fonctions en juillet. Il fut donc à la tête de l'Etat au moment où la répression anti-populaire atteignit son paroxysme. En 1984, N. Duarte remporta les élections présidentielles grâce à la désunion de la droite au premier tour (3). Le 31 mars 1985, la Démocratie chrétienne obtint de justesse la majorité au sein de l'Assemblée législative (33 sièges sur 60). Il s'agissait à cette époque de redorer le blason démocratique d'un régime compromis dans de multiples atteintes aux droits de l'homme.

Son recentrage à droite provoqua des scissions successives et l'effritement de sa base sociale.

Pour J. Villalobos, commandant du FMLN, « le rôle de la Démocratie chrétienne a été de fournir la façade et les conditions favorables à une politique contre-insurrectionnelle, anti-communiste, réactionnaire, capitaliste et anti-nationale. Il est donc faux, dans le contexte historique de El Salvador, de prétendre faire de Duarte l'artisan d'une quelconque démocratisation » (4).

De la répression de masse à la répression sélective, d'un discours extrémiste à un discours modéré, l'objectif demeurait le même : contrer le mouvement révolutionnaire.

## L'échec de la convergence démocratique

Le faible score de la « Convergence démocratique » s'explique aisément. Sa campagne électorale fut réduite au minimum à cause de l'intimidation de l'armée avant que le FMLN lui ôte toute illusion. Avant le scrutin, G. Ungo prévoyait : « C'est nous qui serons le plus affectés par le boycottage des trans-

portés, car nous ne disposons pas des moyens des autres partis pour amener les électeurs jusqu'aux bureaux de vote ». Quant à R. Zamora (5), il déclara franchement : « Nous avons toujours eu des désaccords avec le FMLN, mais cette fois il s'agit d'une contradiction réelle entre eux et nous. Ce n'est pourtant pas une raison pour divorcer, car si ces élections sont importantes, elles ne sont pas pour autant fondamentales. Je comprends la position du FMLN, car il peut difficilement adopter une autre attitude après le rejet de sa proposition d'un report de date du scrutin, et alors qu'il vient de faire sa traversée du Rubicon en acceptant de ne plus exiger de participation à un gouvernement provisoire ni l'intégration de ses troupes à l'armée régulière. Il a fait un pas immense qui nous rapproche de la paix, mais nous allons maintenant devoir faire marcher notre imagination, et nous en avons beaucoup, pour trouver une solution au conflit ».

Le retour d'exil de G. Ungo et de R. Zamora afin de créer un espace politique au centre gauche n'a donc pas servi à grand-chose, si ce n'est donner une caution démocratique à ce régime.

## Des négociations ?

Les assurances de A. Cristiani de poursuivre la démocratisation réconforte certainement le président nord-américain, qui s'est engagé à prolonger son aide économique et

militaire tant que El Salvador « demeure sur le chemin de la démocratie et des droits de l'homme ». Les Etats-Unis ne considèrent-ils pas que l'ARENA « s'est déplacée vers le centre », alors qu'il y a quelques années un ancien ambassadeur à San Salvador qualifiait l'ex-leader de cette formation, le major d'Aubuisson, de « tueur psychopathe ».

Issu de l'une des familles les plus fortunées, le nouveau président est le digne représentant du secteur oligarchique. Dénonçant le fait que « le gouvernement contrôle 60% de l'activité économique », il envisage de remettre en cause la nationalisation des banques et du commerce extérieur (6). Il espère même qu'El Salvador devienne « le Taïwan de l'Amérique centrale », charmante perspective !

Dorénavant, l'ARENA monopolise tous les pouvoirs et n'a plus qu'un seul adversaire : la guérilla. D'éventuels pourparlers reprendront-ils prochainement ? J. Villalobos a fait un pas en ce sens en confiant : « L'ARENA n'est pas le mal absolu comme on le croit en Europe et aux Etats-Unis, car il sera plus facile de s'entendre avec ceux qui détiennent le pouvoir économique ». De même, A. Cristiani pense que « Le FMLN a profondément évolué » et qu'il est donc « possible de parvenir à un accord permettant à la guérilla de participer à la vie politique ». Tandis que pour le père Ignacio Ellacuría, recteur de l'université centro-américaine de San Salvador, « l'ARENA est un parti d'hommes d'affaires. Ils vont donc vouloir négocier rapidement pour relancer l'économie, alors que le président Duarte ne voyait les choses qu'en termes politiques. De plus, si l'ARENA négocie avec la guérilla, ni l'armée ni la presse réactionnaire ne peuvent l'accuser de faire le jeu des communistes ».

Y aurait-il donc un espoir de règlement pacifique ? Ce n'est guère probable puisque A. Cristiani estime qu'il est « possible de faire plus que ce qui a été fait militairement contre la guérilla. La victoire militaire sur la guérilla et son affaiblissement sont à notre portée ». Et c'est ensuite qu'elle pourra regagner la vie politique... De toute façon, « ni la démocratie ni la constitution ne peuvent faire l'objet de négociation ». C'est donc clair, que ce soit N. Duarte ou A. Cristiani, ceux-ci ne veulent négocier qu'une seule chose : la reddition du FMLN.

## FMLN : la victoire à réculons

Pourtant, si l'on examine les textes de la guérilla depuis quelques



Duarte prêtant serment lors de son investiture.



L'aide militaire des Etats-Unis.

années, on s'aperçoit qu'elle a fait des concessions croissantes.

Le 23 février 1980, paraissait une plate-forme en vue de constituer un « gouvernement démocratique révolutionnaire ». Le FMLN envisageait la dissolution des actuels pouvoirs d'Etat, l'abrogation de la constitution et un intense travail « d'éducation libératrice, de diffusion culturelle et d'organisation de masse ». Le nouveau gouvernement renforcerait l'armée populaire afin qu'elle devienne « le véritable bras armé du peuple "étant" à son service, absolument fidèle à ses intérêts et à sa révolution ». Il serait procédé à certaines réformes économiques : nationalisation du système bancaire, du commerce extérieur, de la production d'énergie... ; et sociales : créations d'emplois, établissement d'une « politique salariale juste », construction de logements, campagne d'alphabetisation...

Le 31 janvier 1984, la guérilla proposait la mise en place d'un « gouvernement provisoire de large participation » dans le but d'instaurer un régime démocratique incluant les « forces politiques et sociales disposées à éliminer le régime oligarchique et à instaurer la souveraineté et l'indépendance nationales ». Elle exigeait la dissolution « des corps de sécurité et escadrons de la mort, ainsi que leur bras politique du parti de l'ARENA », proposait la « constitution d'une armée nationale unique formée des forces du FMLN et

des forces armées gouvernementales épurées », ainsi que d'autres réformes à caractère limité.

Les propositions du 25 janvier 1989 reflètent un nouveau recul de l'opposition armée. En se contentant d'inviter « la population à voter et à soutenir le programme et les candidats de la Convergence démocratique » et de s'engager à accepter « la légitimité du processus électoral », le FMLN renonçait à sa participation directe au pouvoir.

Depuis l'insurrection de janvier 1981, la guérilla n'a pas encore réussi à renverser le gouvernement pour deux raisons majeures : le non-ralliement d'une partie de la bourgeoisie à sa cause (contrairement à la révolution sandiniste), mais surtout le soutien sans faille de la Maison Blanche, qui finance par centaines de millions de dollars la lutte anti-subversive.

Les exigences du FMLN, bien que très modérées, sont pourtant inacceptables pour les classes possédantes. Aujourd'hui l'issue de la guerre semble incertaine. Pourtant, les masses populaires n'ont d'autre alternative que de poursuivre et d'intensifier leur lutte. Mais il leur sera également indispensable de déborder l'appareil du FMLN/FDR afin d'imposer une véritable révolution sociale.

Jean-Claude PASCAL

## NOTES

- (1) Résultats de la consultation - Parti pour la rénovation nationale, 53,82% ; Démocratie chrétienne, 36,03% ; Parti de la réconciliation nationale (PCN), 4,07% ; Convergence démocratique, 3,88% ; Mouvement authentique chrétien, 0,3%.
- (2) En janvier 1980, la tendance populaire de la Démocratie chrétienne rejoint l'opposition sous la dénomination de Parti démocrate chrétien populaire. En mars, la Démocratie chrétienne éclate à nouveau et donne naissance au Mouvement populaire social chrétien.
- (3) Duarte bénéficia de 43,61% des voix, le major d'Aubuisson de 29,76% et Guerrero (PCN) de 19,31%. Au second tour, la Démocratie chrétienne l'emporta avec 56,6% des suffrages.
- (4) Déclaration d'avril 1986.
- (5) Ex-membre de la Démocratie chrétienne avant de rejoindre le Front démocratique révolutionnaire.
- (6) C'est le 7 mars 1980 que le gouvernement nationalisa ces deux secteurs.

CORSE

Un modèle caduc

**A**u cours d'une conférence de presse, le 24 janvier, le Comité régional de Catalogne présentait ses positions. Situation d'autant plus intéressante qu'à cette date, on pouvait juger des effets politiques des infructueux dialogues gouvernement-syndicats. La CNT fit une mise au point en rupture avec les schémas développés jusqu'alors par les directions syndicales traditionnelles. Cette mise au point englobe les quatre aspects suivants.

1. Après la faillite évidente du « modèle syndical officiel » : revalorisation du syndicalisme. L'alternative à cette crise passe nécessairement par la rupture avec le syndicalisme institutionnel, avec en premier lieu le rejet de la « loi sur la liberté syndicale ». Sous l'appellation « nouveaux syndicats » se cache la menace d'un syndicalisme corporatiste.

2. Sur le problème des contentieux historiques à caractère politique, culturel et social, non encore résolus par le gouvernement, le Comité régional a adopté les orientations suivantes :

• exiger l'abrogation de la « loi de responsabilité politique » promulguée en 1939. C'est sur cette loi que le régime franquiste s'est appuyé pour séquestrer le patrimoine syndical de 24 entités syndicales politiques, sociales et culturelles reconnues sous la République et parmi lesquelles on trouve la CNT, l'UGT, la FAI, le PSUC, le PSOE, les loges maçonniques, les athénées libertaires et d'autres ;



• en ce qui concerne le fond documentaire de 1936-1939 attribué à la Generalitat, nous revendiquons que notre organisation (avec la FAI) a participé à plus de 80% de la construction de ce fond.

3. La CNT-AIT a promu la création de la Fondation A. Lorenzo, destinataire du fond documentaire le plus riche sur les luttes ouvrières de ce siècle en Espagne, et surtout sur la période de la guerre civile et de sa clandestinité.

4. Le VII<sup>e</sup> congrès de la CNT-AIT en préparation peut être le point de départ d'un renversement définitif face à la restructuration du mouvement syndical. Le « modèle syndical » institutionnalisé, produit de tous les compromis contractés lors de la période dite de transition, est en faillite. Il touche le fond et arrive à un point limite qui impose une réflexion profonde et urgente. D'une part, cette faillite du système, induite par une politique syndicale gouvernementale qui a consisté à violer les accords pris pendant la transition, secrète résolument le développement d'un corporatisme à peine voilé en procédant à une espèce de chantage sur les syndicats. D'autre part, cette faillite se profilait très clairement dans les luttes de ces dernières années, luttes au cours

desquelles les travailleurs ont débordé non seulement les directions syndicales, mais aussi les propres structures du « modèle » institutionnel.

Il ne faut pas être surpris par la chute libre de ce modèle, mais se demander plutôt pourquoi il n'est pas tombé avant. On peut en attribuer le mérite aux dirigeants des syndicats dits majoritaires.

Les reconversions sauvages imposées par le gouvernement ont provoqué les réactions des travailleurs et, pendant deux ans, ces travailleurs ont pratiqué l'« action directe », agrémentée d'un indéniable parfum de « rupture syndicale ». C'est cela qui a obligé les directions syndicales à réagir en organisant la journée du 14 décembre 1988. Mais les facteurs externes, la reconversion sauvage et la politique syndicale du gouvernement, pour être des raisons importantes à la faillite du modèle, n'en sont pas pour autant les plus déterminantes.

En effet, cette faillite du modèle a été impulsée par ses propres contradictions internes : défauts de moyens, de structure, de stratégie. Elle a été dominée par l'intégration des syndicats dans les institutions, syndicats convertis au cours des dix dernières années en fidèles et étroits collaborateurs du système. Ce modèle a même perdu la bataille de l'affiliation (le taux de syndicalisation est actuellement le plus faible d'Europe). Cela est dû sans doute aux pressions, aux entraves, à la législation du travail qui engendre sans l'avouer le corporatisme, appuyé en cela d'une manière irresponsable par les directions syndicales. C'est un modèle qui n'a pas réussi à pénétrer de manière significative les PME, qui représentent 70% du monde ouvrier en Espagne. Une restructuration saine et solide du syndicalisme passe, dans ce pays, nécessairement par sa pénétration dans les PME.

Mais la chute du modèle n'implique pas celle du syndicalisme organisé. Pour remédier à cette crise, il est nécessaire de substituer rapidement et fermement la dynamique des sections syndicales aux comités d'entreprise. Il y a un fait très significatif : l'UGT, ces dernières semaines, est en train de faire reconnaître officiellement un grand nombre de sections syndicales. On doit se rappeler que l'UGT, comme la CNT, affirmait que l'action syndicale dans l'entreprise devait se développer au travers des sections syndicales, et non dans les comités d'entreprise. C'était pendant la « transition ». Depuis, l'UGT a abandonné cette position en se laissant mener par la stratégie politique du PSOE. On devrait se demander si, à la lumière des dissensions avec le PSOE, l'UGT ne serait pas en train de reconsidérer sa position.

De toute façon, on ne surmontera pas la crise en passant par les directions syndicales, mais en modifiant les structures de base de l'action syndicale, à savoir les sections. C'est un des aspects fondamentaux de la « rupture syndicale » qui, naturellement, passe par le rejet obligé de la « loi sur la liberté syndicale ». La CNT se sent à sa place dans cette inévitable marche vers la rupture et invite publiquement toutes les organisations syndicales à s'inscrire dans ce processus.

Pour le Comité régional de Catalogne, Luis Andres Edo, secrétaire général (traduit de « Solidaridad Obrera » n° 199)

PORTUGAL

La CGTP et son histoire

Dans le cadre d'une série d'articles sur l'anarcho-syndicalisme au Portugal et de son lien avec la CGT du début du siècle, nous vous présentons ci-dessous un bref historique de la CGT portugaise. Dans un prochain numéro, nous parlerons de l'influence de Proudhon dans la CGTP et les luttes sociales au Portugal.

Relations internationales

**L**a création de la Confédération générale du travail (CGT), lors du second Congrès ouvrier, à Coimbra, eut lieu le 13 septembre 1919 ; elle succéda à l'Union ouvrière nationale (UON) et regroupa les efforts du mouvement ouvrier portugais, qui choisit la voie révolutionnaire anti-capitaliste et anti-étatique pour atteindre son émancipation. Alors qu'au début du siècle, l'associativisme naissant se limitait encore à revendiquer l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires, les travailleurs s'acheminèrent, après l'implantation de la république, en 1910, vers la confrontation de classes. Deux facteurs contribuèrent à cette radicalisation.

D'un côté, la très démocratique république se montra aussi, voire plus, insensible que la monarchie à l'amélioration des conditions de vie des salariés. L'oppression et l'exploitation naissantes qui s'exerçaient sur le prolétariat entraînent une vague de grèves, de manifestations de solidarité et des émeutes, qui contribuèrent à la formation et à l'enracinement dans le tissu social de syndicats partisans de l'action directe.

D'un côté, le grand dynamisme de la propagande anarchiste s'étendit très rapidement dans les associations de défense des travailleurs. Les structures syndicales — et plus particulièrement les Jeunesses syndicalistes — se transformèrent en centres d'apprentissage culturel et idéologique, où se formaient de nombreux militants syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes.

La CGT fut, entre 1919 et 1926, la grande école de la lutte quotidienne pour la défense des intérêts des ouvriers. Les diverses dizaines de syndicats, rassemblés en unions locales et fédérations, et les Jeunesses syndicalistes, formèrent un front de combat qui ébranlait l'Etat et le patronat. Il n'est d'ailleurs pas étonnant d'apprendre que ce front syndical se retrouvait la cible de tous les gouvernements, de quelque tendance qu'ils soient. Aux comités, manifestations et grèves, mais aussi aux écoles, bibliothèques et coopératives encouragées par la CGT, répondaient les tirs, les emprisonnements, la censure et l'exil vers les camps concentrationnaires de la Guinée, du Cap Vert, de l'Angola et de Timor, réponses préférées des démocrates et des républicains !

Le bolchévisme et le fascisme

L'action révolutionnaire et émancipatrice de la confédération fut souvent attaquée ; aussi bien par la classe dominante que par des individus se réclamant du camp ouvrier. Le gâchis causé par cette guerre à deux fronts contribua à sa disparition postérieure. Deux événements — par-delà la progressive capacité réformatrice de la bourgeoisie d'intégrer de nombreuses revendications syndicales — marquèrent sa décadence : la Révolution russe de 1917 et le coup militaire du 28 mai 1926.

La Révolution russe a fasciné et a constitué un modèle pour les révolutionnaires de l'époque. Aussi, les positions antipolitiques de la CGT — qui voyait en la révolution beaucoup plus que la seule prise jacobine du pouvoir d'Etat — commencèrent à être considérées comme un préjugé éthique, une gêne puriste. « Les fins ne justifient pas les moyens ? ».

De ce pragmatisme — qui engendra des monstres — naquirent, tout d'abord, la Fédération maximaliste, en 1919, puis le Parti communiste portugais (PCP), en 1921. Pendant ce temps, la polémique qui apparut suite à l'intégration de la CGT à l'une des internationales syndicales existantes provoqua une scission au sein du monde du travail. Lors du III<sup>e</sup> Congrès ouvrier national, qui eut lieu à Covilha, le 1<sup>er</sup> octobre 1922, fut débattu l'hypothèse de l'adhésion de la confédération à l'Internationale syndicale rouge (ISR, pro-soviétique). Après de longues discussions, la proposition fut rejetée par 55 voix contre 22 en faveur et 8 abstentions. Plus tard, le 28 septembre 1924, un questionnaire sur le sujet fut envoyé à tous les syndicats : 104 se déclarèrent pour l'adhésion de la CGT à l'Association internationale des travailleurs (AIT, anarcho-syndicaliste), 6 en faveur de l'adhésion à l'ISR et il y eut 5 abstentions. Malgré le dessais des idées libertaires, dans la CGT, les divergences suscitées par la Révolution russe la minaient petit à petit : certains syndicats (comme ceux des arsenaux et de la Fédération des marins) la quittèrent.



Deuxième congrès des Jeunesses syndicalistes, en avril 1926, à Barreiro.

Le coup d'Etat du 28 mai 1926 força la CGT à rentrer dans la clandestinité, ce qui ne l'a pas trop gênée, dans un premier temps : la grande majorité de ses militants ont participé activement à l'insurrection civile et militaire du 7 février 1927 et à la révolte de Madeira en 1931. Mais la dictature, d'abord, puis « l'Etat nouveau », ensuite, délivraient des coups chaque fois plus durs à l'appareil cégétiste : ils emprisonnèrent et déportèrent des centaines de militants vers les colonies et fascisèrent les syndicats. La grève générale insurrectionnelle du 18 janvier 1934 fut la

dernière tentative du mouvement social ouvrier pour détruire l'« Etat nouveau ». Le comité confédéral de la CGT joua un rôle très important dans la conduite des événements. La détention inopportune d'éléments influents de l'organisation et l'ambiguïté de l'appui du PCP — le secrétaire du parti communiste, Bento Gonçalves, dénonça l'insurrection du 18 janvier comme une « anarchiste » — entraînent l'échec.

L'héritage

A partir de ce moment, la CGT disparut petit à petit. L'emprisonnement, l'assassinat et la déportation de ses militants — sur arrière-plan de fascisation et de stalinisation générale de l'Europe — l'anéantirent. Dans le camp de Tarrafal, moururent certains des meilleurs éléments de la confédération, tels Arnaldo Simoes Januario, Mario Castelhanos et d'autres. La vérité est, bien sûr, que démocratie directe et organisation horizontale libertaires sont incompatibles avec les dictatures. A la hiérarchie fasciste survécut la hiérarchie stalinienne.

Devant la raréfaction de ses filières, les anarcho-syndicalistes ayant encore des capacités et des possibilités d'action eurent recours aux actes individuels — le plus connu d'entre eux fut l'attentat contre Salazar, le 4 juillet 1937, dans lequel était impliqué Emidio Santana. Mais que pouvaient réussir de simples individus, pour aussi courageux et dévoués qu'ils puissent être, alors que le mouvement social dans son ensemble avait échoué ?

La CGT est morte en luttant. Comme héritage, elle a laissé l'amour de l'indépendance et du libre arbitre, l'exigence d'une démocratie en accord avec la vie, la haine de l'oppression et de l'exploitation, la volonté de se réaliser à la fois dans l'association libre d'égaux et dans la revendication des différences individuelles. Dans un monde « massificateur »,

Article traduit de « A Batalha » n° 122 et 123, en vente à la librairie du Monde libertaire.

## MOSCOU

## La réhabilitation de Makhno

EN accord avec la pérestroïka (reconstruction) prônée par Gorbatchev, les historiens soviétiques ont commencé à mener une profonde révision du passé historique du régime. Jusqu'ici, ils s'étaient cantonnés aux années 1930 et à la période cauchemardesque du stalinisme. L'opinion publique occidentale a été surtout sensible à la réhabilitation « juridique » (non politique, à ne pas confondre) — à titre posthume — des principaux opposants à Staline au sein du parti : Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Radek et Trotsky, ainsi qu'à dixaines de milliers de membres du parti, « purgés » à coups de revolver dans la nuque en 1936-1938, et « réintégrés », toujours à titre posthume, dans le parti.

L'opinion soviétique, elle, a été beaucoup plus remuée par la reconnaissance de la « solution finale » de la paysannerie — près de onze millions de morts par

réservant ensuite l'analyse attentive et le commentaire que peut susciter cet événement.

## La responsabilité de Trotsky dans la rupture avec Makhno

L'article de V. Golovanov, bien que situé dans la rubrique « Histoire » du journal, se présente sous une forme journalistique, c'est-à-dire qu'il ne compte presque pas de références bibliographiques. Toutefois, pour bien marquer son aspect officiel, lui donner une garantie de sérieux et en quelque sorte une caution historique indéniable, il est précédé d'un « chapeau » de N. Vasetsky, *docteur en sciences historiques*, que nous traduisons intégralement :

« La rédaction de la *Lit'eraturnaja gazeta* m'a demandé d'écrire une sorte de préface au texte consacré à un homme que la plupart d'entre nous connaissent sous le nom de « Batko Makhno ». Lorsque nous prononçons ce nom, apparaît devant nos yeux une figure mi-humoristique mi-tragique, liée aux aventures de la guerre

de Makhno en juillet 1918, dans son Ukraine natale, occupée alors par les Austro-Allemands, déguisé en instituteur et muni de faux papiers par le Kremlin, puis comment trois mois plus tard il lance la formidable insurrection paysanne en interceptant, le 22 septembre 1918, déguisé cette fois en capitaine de la Varta (la garde supplétive ukrainienne des occupants), un détachement punitif contre les paysans. A cette occasion, Makhno dévoile sa véritable identité : « le révolutionnaire Makhno ».

Golovanov énumère ensuite plusieurs rumeurs et légendes qui ont couru sur cette « figure unique dans la révolution par ses côtés obscurs et contradictoires ». Parmi elles, celle affirmant que lorsque Makhno avait été baptisé, la coiffe du pope aurait pris feu, signe prémoniteur de son destin de « bandit ». Une autre rumeur répandait que Makhno était allé au bain pour avoir tué son propre frère ! Une autre encore, qu'il aurait dupé et volé les paysans de son bourg durant les premiers mois de la Révolution de 1917 et serait allé vivre luxueusement dans un hôtel particulier à Moscou ! Bien que ce dernier bruit aurait émané des autorités Austro-Allemandes, lorsque Makhno menait contre elles la guerre de partisans, Golovanov écrit qu'hélas, ce sont des « faits » de ce genre qui ont dominé par la suite la compréhension en URSS de cette figure devenue mythologique.

Plus encore et cela fait plaisir à lire : Golovanov constate qu'il n'y a « aucun travail historique sérieux en URSS sur le mouvement makhnoviste » ! Tout ce qui a été publié jusqu'ici n'a été donc que mensonge et vent, pouvons-nous en conclure. C'est en cela, conclut Golovanov, que « se sont révélées la tendance et la faiblesse méthodologique de l'école historique soviétique, dès les années 1920 et jusqu'aux années 1930, présentant rétrospectivement l'histoire en noir et blanc ». Seule, la revue *La guerre et la révolution* qui étudia attentivement la « tactique menée jusqu'à la perfection de la guerre de partisans par Makhno », trouve grâce aux yeux de Golovanov. Aucun travail ni analyse profonde ou le mouvement makhnoviste aurait été étudié en tant que phénomène social n'a vu le jour depuis en URSS, continue-t-il.

*Mea culpa* étonnant à lire dans un organe soviétique officiel, d'autant plus que Golovanov enfonce le pieu encore plus profondément en affirmant que l'on s'était « contenté de coller une étiquette de « bandit » à Makhno, puis de le livrer aux archives, en espérant que le temps finirait par effacer de la mémoire des générations l'image du meneur de la tempête de la guerre paysanne en Ukraine ».

L'auteur cite également quelques appréciations ambiguës ou peu favorables parues dans la littérature sur Makhno, comme celle du poète Bagritsky, lui prêtant des traits bestiaux. Alexis Tolstoï (le comte « prolétarien », d'abord émigré, ce ci-devant revint mettre sa plume au service de Staline, NDLA) s'est distingué aussi dans son roman *Le chemin des tourments*, en dépeignant le visage sans sourcils (?) de Makhno et lui prêtant des paroles cruelles : « Au bain tsariste, on me soulevait tantôt par la tête, tantôt par les pieds, puis on me projetait sur le sol cimenté... C'est ainsi que se forgent les chefs populaires ».

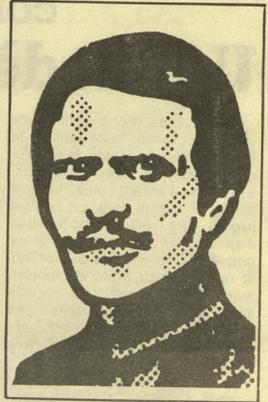
Après ces échantillons édifiants et ridicules fournis au lecteur soviétique, Golovanov passe aux choses sérieuses et trace la biographie de Makhno, cette fois-ci

conforme à la vérité historique dans les grandes lignes, telle qu'elle est déjà connue en Occident, du moins par ceux qui se donnent la peine de se documenter avec sérieux (voir plus loin).

## Le vrai Makhno

Golovanov raconte brièvement les origines paysannes pauvres de Makhno, son enfance laborieuse, son adhésion à l'âge de seize ans au groupe anarchiste de Gouliai-Polié, sa participation aux « expropriations » chez les riches locaux au nom des « affamés », son attaque d'une diligence postale avec mort d'hommes ; son arrestation en 1908, les accusations portées contre lui par quatre de ses compagnons « repentis », sa résistance aux interrogatoires, puis sa condamnation à 20 ans de bagne, commuée en détention aux Boutyrki, la prison politique de Moscou. Il rectifie au passage la légende sur Makhno « instituteur », propagée par certains. Corrigeons-le aussi : c'est la peine de mort qui, vu son jeune âge, est commuée en 20 ans de bagne, et ce sont ses convictions politiques qui lui valent d'être envoyé aux Boutyrki, où l'on avait rassemblé les trois mille prisonniers politiques considérés comme les plus dangereux du pays. Archinov, qu'il rencontre là-bas, est considéré par Golovanov comme son maître à penser, alors qu'il l'a réfuté lui-même par la suite, de même, Golovanov fait erreur sans but Makhno pendant une semaine à Moscou, après sa libération en février 1917, alors que l'anarchiste ukrainien retarde son retour, malgré les pressants appels des siens, pour mieux respirer l'air libre de la révolution à Moscou et tenter à l'occasion de se rendre utile. Golovanov conclut trop rapidement de ce dernier fait que Makhno « n'aimait ni ne comprenait en général les villes ». C'est plutôt parce qu'il comprenait trop bien l'activité factice et l'atmosphère délétère des grandes villes qu'il n'aimait pas, par rapport aux petites villes et villages d'Ukraine (Gouliai-Polié comptait, ne l'oublions pas, près de 15 à 20 000 habitants à l'époque).

Ceci mis à part, Golovanov a raison d'écrire que son séjour en prison avait rendu Makhno un « anarchiste fanatique », ce qui paradoxalement ne l'empêche pas de se faire élire à Gouliai-Polié : président de l'Union des paysans, au comité social, d'être le responsable du soviet des députés paysans (Makhno explique dans ses *Mémoires* que c'était pour éviter que



soient désignés à ces places des représentants de partis et organisations autoritaires ou politiques). Bref, Golovanov expose l'activité révolutionnaire de Makhno telle qu'elle n'a jamais été présentée aux lecteurs soviétiques :

« En tant qu'anarchiste, partisan d'une révolution extrême, Makhno prit position pour des transformations radicales et immédiates, bien avant la convocation de l'Assemblée constituante. Le 1<sup>er</sup> mai 1917, une dépêche est envoyée de Gouliai-Polié à Pétrograd exigeant de chasser du gouvernement dix ministres capitalistes. En juin, le contrôle ouvrier est instauré dans les usines de Gouliai-Polié (Makhno proposa aux ouvriers de mettre au pas la bourgeoisie en « expropriant » la banque locale, mais ceux-ci refusèrent de crainte d'attirer la répression). Après du soviet des députés ouvriers et paysans naît un comité des paysans pauvres, dont l'activité est dirigée contre les grands propriétaires terriens et les koulaks locaux.

« En août, au moment de la marche du général Kornilov contre Pétrograd, Makhno organise un comité de défense de la révolution qui désarme les bourgeois et les propriétaires terriens de la région. Au congrès régional des soviets, le groupe anarchiste de Gouliai-Polié appelle les paysans à ignorer les dispositions du gouvernement provisoire et de la Rada centrale ukrainienne et propose de « saisir immédiatement la terre de l'Eglise et des grands propriétaires, d'y organiser des communes libres, avec la possibilité d'y participer pour les mêmes grands propriétaires terriens et koulaks dépossédés ». En octobre, le « partage noir » (des terres) fut accompli, les terres labourées, ce malgré les menaces des agents gouvernementaux. » (Fin de la première partie).

A. SKIRDA



# Батька Мажно, или «Оборотень» Гражданской войны

famine artificielle et par répressions, entre 1929 et 1934 — l'holocauste du siècle ». Ceci provoque inévitablement la recherche des racines du mal ; jusqu'à maintenant, la mort de Lénine, en 1924, servait de date-butoir, à partir de laquelle tout aurait commencé à aller mal. Cela s'est avéré tout à fait insuffisant et on en arrive à remonter plus en avant, si l'on en juge l'article fleuve — près de 30 000 signes — occupant toute une page, publié par l'influent hebdomadaire de la direction de l'Union des écrivains d'URSS, la *Lit'eraturnaja gazeta* (le journal littéraire), tirant à plusieurs millions d'exemplaires, en date du 8 février 1989, consacré à « Batko Makhno ou le « loup-garou » de la guerre civile ».

Malgré ce titre étrange et provocateur, qu'il faudrait comprendre, selon le contenu de l'article, à sens inverse, à savoir que présenté jusqu'ici comme un « loup », Makhno retrouverait sa dimension « humaine », l'auteur, Vassili Golovanov en trace un portrait nettement positif, à certains égards élogieux ou même idyllique selon les « canons révolutionnaires ». Bien qu'émoussé de plusieurs inexactitudes biographiques ou factuelles, cet article souligne également les erreurs commises par la direction d'alors du parti communiste à l'égard de Makhno et en général de la paysannerie révolutionnaire.

Etant donné l'importance de cette première « réévaluation » historique — une véritable « réhabilitation », si l'on considère toutes les fadaïses publiées en URSS sur le sujet jusqu'à nos jours —, il nous paraît indispensable de faire connaître aux lecteurs français et occidentaux la teneur de ce texte, en en traduisant les passages essentiels *in extenso*, tout en nous

civile, aperçue dans nos films traitant de cette période. Or, tout ce qui est lié à Makhno mérite de notre part, aujourd'hui, l'examen le plus sérieux. En effet, il est de la plus extrême importance de pouvoir répondre à la question : pour quoi des mouvements, tel que celui des makhnovistes, se sont retirés de l'autre côté de la barricade ? L'article du journal révèle avec justesse que cela est dû à une sous-évaluation des possibilités révolutionnaires de la paysannerie — l'alliée du prolétariat non seulement dans la lutte pour le renversement du régime des grands propriétaires terriens de la Russie, mais également dans l'œuvre créatrice d'une société nouvelle délivrée de toute exploitation. L'auteur de l'article voit d'une manière tout à fait conforme aux faits la principale cause de la tragédie de Makhno dans les positions anti-paysannes du président du Soviet révolutionnaire militaire de la république, Trotsky, surtout à cause du style administratif de commandement dans sa direction des affaires opérations militaires... Le caractère original de Makhno me semble être bien saisi dans cet article ; les contradictions de la « plate-forme » qui l'a obligé à se démener entre les deux forces s'affrontant dans la révolution — les blancs et les rouges — sont bien mises en lumière ».

Voyons donc ce qui dans l'article de Golovanov justifie l'opinion de Vasetsky.

## Les clichés anti-makhnovistes

Golovanov commence par rappeler les circonstances du retour

« Une autre femme », de Woody Allen

Il nous aime ! Nous avons toujours été au cœur de ses films. Mais dans *Une autre femme*, Woody Allen est resté derrière la caméra. Il ne fait pas l'acteur, il ne joue pas son propre rôle. Peut-être parce que le personnage de Marion (Gena Rowlands) lui ressemble.

Reconnaissons-le, le cinéma de Woody est anti-hollywoodien par excellence : anti-héros américain, anti-Bogart, anti-John Wayne. On pourrait presque croire que c'est une cinéma féminin, tant les femmes y ont de l'importance. Mais, en fait, les films d'Allen traitent toujours du même sujet : les rapports entre Woody Allen et les femmes. C'est plutôt un cinéma très narcissique : Woody se contemple aux côtés ou à travers ses héroïnes.

Là encore, comme dans *Manhattan*, on retrouve une femme intellectuelle, professeuse de philosophie allemande à l'Université de New-York. Une femme qui « assure » socialement, qui a réussi.

Evidemment, les préoccupations de Marion sont très loin de celles des femmes de ménage américaines. D'ailleurs, rares sont les femmes de ménage américaines (ou autres) qui peuvent prendre une année sabbatique pour écrire un livre. Qui plus est à côté du cabinet d'un psychiatre : re-bonjour la psychanalyse, autre thème redondant des films d'Allen.

Toutes ces réserves établies, il reste le plus intéressant du film : la remise en question progressive d'une femme bourgeoise de 50 ans, qui, en écoutant par hasard la cure analytique d'une autre femme, dans l'appartement voisin, découvre les failles de sa vie, se redécouvre et se reforgue une nouvelle identité psychologique, d'où le titre du film.

On est loin du comique des premiers films d'Allen. Tous les personnages du film sont d'un âge mûr comme on dit, à l'automne de leur vie, comme Marion qui porte des vêtements beiges, bruns, verts foncés, aux couleurs ternes.

Il faut rendre hommage au jeu de Gena Rowlands : tout en raideur, en maintien, très « prof », et qui contraste avec la déstabilisation progressive que vit le personnage à l'intérieur de lui-même. Plus Marion « craque », plus elle est raide.



Et c'est bien cette défaillance, cette fragilisation graduelle de scène en scène, filmée à travers les rêves et les rencontres de Marion avec son passé, qui nous attache au personnage, qui fait qu'enfin on peut s'identifier à cette femme d'apparence si froide.

On a l'impression que cette femme-là ne peut pas craquer, et c'est pourtant ce qui va lui arriver tant il est vrai que les valeurs intellectuelles auxquelles elle a consacré son existence ne suffisent plus à son bonheur et que, croyant maîtriser intellectuellement sa vie, elle a oublié de tenir compte de ses propres émotions et de la vie des autres. On est soulagé pour elle quand Marion, enfin, pleure. De ce point de vue psychologique, le film est d'une très grande virtuosité.

Y. GUIGNAT (Gr. Pierre-Besnard)

CA y est ! L'Espace européen, ex-théâtre en rond, vient après un long silence de réouvrir ses portes au music-hall. Jean Claude Auclair nous offre un espace superbe, non plus en rond mais en demi-cercle, aux murs teintés de rouge... Avec pour sa « première » un invité de marque : Jean Guidoni.

Ce fut d'ailleurs le premier surpris car, n'ayant pas de disque à promouvoir et portant encore la trace du Bataclan, il n'envisageait pas de scène parisienne. C'est en fait à la demande de la direction du lieu, en octobre dernier, que Jean Guidoni a donné son accord, considérant cette offre comme un superbe cadeau.



Le projet était lancé... Il fallait le mettre en place, le concevoir, le penser. Jean aurait pu sombrer dans la facilité et refaire la scène du Bataclan. Mais voilà, Guidoni ne triche pas et déteste les choses faciles... on lui proposait un cadeau, il allait en offrir un en contre-partie. Et quel cadeau !

Oublié l'univers électrique du Bataclan ; il va jusqu'à exclure du tour le titre « pub » (*Tramway Terminus Nord*) pour offrir du neuf. Le spectacle de l'Espace européen trotte dans sa tête depuis des années ; cela a mûri lentement, peu à peu... Il suffisait d'allumer la mèche pour assister à l'explosion. Un bouquet de douceur à l'odeur de soufre, l'amour à mort, la mort de l'amour, des illusions de dérisoire, des dérisions envenimées. Un cocktail doux amer aux saveurs de miel ou d'égoût... du grand Guidoni.

A la limite du désuet

Le tout sobre, étayé, dépourvu, à la limite du désuet. L'orchestre a laissé la place à deux pianos, l'avant tourné vers le fond de la scène, où deux pianistes, jouant dos aux spectateurs, distillent en écho à quatre mains les musiques réorchestrées par Michel Prezman. Guidoni a volontairement choisi deux artistes japonais, connaissant la réputation de leur jeu frisant la froideur, à la dextérité exemplaire. Il voulait surtout impliquer une autre culture, d'autres horizons, pour éviter le préconçu et, une fois encore, la facilité.

Je connaissais Guidoni. J'ai découvert Guidoni. Un autre Guidoni, une autre facette, un autre regard. On est loin du suicidaire du

Théâtre en rond ou de la hargne du Cirque d'Hiver. Jean s'est mis à nu, à découvert, se mouvant dans un espace où ne surgissent qu'un bouquet de fleurs d'or au-dessus d'un long rideau déchiré, comme un symbole de décadence où ne luisent que des lumières aux tours ambrés et bleutés.

Guidoni m'est apparu dans ce décor du dérisoire à un degré d'extrême fragilité, comme le funambule du bout de la nuit. Fragile comme l'enfant innocent et naïf qui va de l'avant sans peur d'un lendemain, sans faux-semblant... Peut-être nous offre-t-il ce jour le « vrai » Guidoni, le plus pur. Il m'a dit lui-même : « Cela correspond à une étape de ma vie. J'avais envie de faire ce spectacle depuis très longtemps. Aujourd'hui je suis prêt à l'offrir ».

Sans fard et sans masque

Le spectacle a débuté par un clin d'œil, mettant d'emblée en scène la prouesse des deux pianistes sur *Une étude contre-révolutionnaire* de Michel Prezman... Imaginez la *Car-magnole* revue et corrigée, cisailée à coup de rasoir où les « Ça ira ! » ne sont plus très loin... En plus, c'est joué par deux Japonais, je ne vous fais pas de dessin ! Un beau pied-de-nez au Bicentenaire !

Puis Guidoni est apparu, sans fard, sans masque, vêtu d'un complet noir, dans un rai de lumière crue enrobée de fumigène pour nous conduire dans ses voyages, ses orages et ses tourments avec un premier texte... inconnu... *La chanson de l'homme*, l'un des trois textes (avec *La chanson dans le sang* et *Vie de famille*) signé Jacques Prévert, offerts, excusez du peu, par Mme Prévert elle-même, qui les a confiés à l'artiste considérant qu'il était le seul à pouvoir les interpréter.

Se sont mêlés ensuite les anciens textes, cousus de fil noir par Pierre Philippe (*Cadavre exquis*, *Midi minuit*), les plus récents de l'album (*Tigre de porcelaine*) et des tous nouveaux comme *Casino de la mort*, *Marcia Ann Bartley*, déjà choriste au Cirque d'Hiver et complice de Guidoni, participe également au spectacle avec une superbe entrée en scène à l'intérieur d'un cadre, comme un tableau sorti de nulle part pour le refrain de *Djemila*. Guidoni a d'ailleurs conçu une partie du spectacle en fonction d'elle, ne voulant pas « l'utiliser comme une simple choriste », mais plutôt comme « un tableau vivant »... Elle y incarne d'ailleurs à la perfection du geste et de la voix des images allant de la femme fatale à la putain vulgaire...

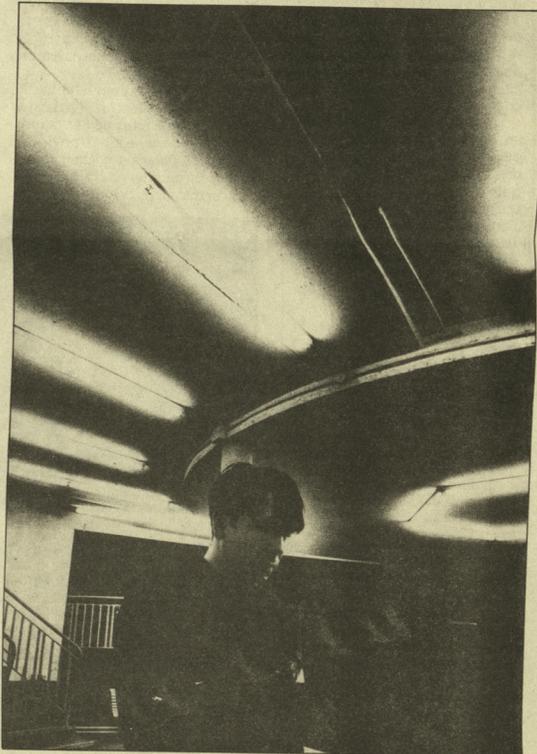


Voilà. Pendant près de deux heures, Guidoni sait nous tenir en haleine, nous faire chavirer dans ses univers les plus fous pour nous faire tour à tour rire et frissonner... Puis il disparaît dans l'ombre... Rappel...

Et alors ! La surprise : nous arrive un personnage le chapeau mou au coin de l'œil, vêtu de bas de soie noirs et perché sur des talons à

JEAN GUIDONI

Le souffre-douleur...



aiguilles. A dire comme ça, ça ressemble au ridicule, et pourtant... C'est le dernier clin d'œil de Guidoni évoluant telle une Liza Minelli en chantant *Get happy*. Ça peut paraître provo, ça flaire le travelo, comme ça, à plat... Mais non, telle ne fut ni la sensation ni l'image. Il faut le voir et le ressentir, les mots n'existent plus.

Puis la chanson s'est tue, le laissant au milieu de la scène, agenouillé presque implorant. Dernière image pathétique accompagnée de *L'horloge*, nouveau texte, superbe. Je vous tairai le fin du fin, le tableau final, par goût du secret... Et puis je vous en ai déjà beaucoup dit ! Il vous reste encore quelques jours, courez vite applaudir ce spec-

tacle clin d'œil d'ironie cynique, plein d'humeurs noires aux reflets glauques avec toujours le pendant d'un sourire feutré...

Savez-vous le plus beau compliment qu'on lui ait fait à l'Espace européen ? Jacques Canetti a dit de lui : « Ce mec, il donne encore aux autres l'envie de chanter ». Je lui laisserai le mot de la fin... Longue route, Jean !

Domnick PAGES

Spectacle de Jean Guidoni, à l'Espace européen, 5, rue Biot, 75017 Paris. Pour toutes réservations, téléphoner au : 42.68.10.86. Jean Guidoni sera également au Printemps de Bourges le 3 avril 1989.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 6 avril

« Enlirez-vous » (16 h 30 à 18 h) : avec comme invité Albert Jacard, pour son livre « Abécédaire de l'ambiguïté ».  
« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité le peintre Alexandre Bonnier.

Vendredi 7 avril

« H comme hasard » (12 h à 14 h) : rediffusion de « L'imposture scientifique » de Michel Depracontal.  
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : l'actualité vue par le bureau fédéral de la Ligue des droits de l'homme.  
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : l'actualité du nucléaire, avec R. Belbeoch du GSIEN.

Samedi 8 avril

« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h 30) : le syndicalisme révolutionnaire dans la Santé ; un premier mai unitaire ?  
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Lonnie Brooks.

Dimanche 9 avril

« Fondu au noir » (17 h à 18 h 30) : Robert Benayoun parlera des frères Marx.  
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Christian Godart.  
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : Evariste Gallois.

Mercredi 12 avril

« Ouvrez la cage aux marmots » (10 h à 12 h) : avec le chanteur Fawzi Al Aiydi.

## Nouvelles du front

Tous les jours, je risque d'être arrêté... jusqu'à 24 mois de prison ferme m'attendent. Conscient de cette répression, j'ai pris l'initiative d'un rassemblement, le samedi 25 mars, place de la République.

La grande foule n'était pas au rendez-vous, mais l'info a pu être faite : en face à face, deux chars dénonçaient « A quand la disparition des armes qui sèment la mort ? » ; deux banderoles « Libérez les réfractaires à l'abîme de la planète » et « Derrière les barreaux, toujours la tristesse... » ; des tracts distribués, des pétitions signées.

Une action qui consolide la solidarité à tous les individus poursuivis pour délit d'opinion.

Paul NICOLLEAU

Contact : CSA c/o CLO, BP 103, 75522 Paris cedex 11 ; CSI c/o CPCL, BP 2571, 35038 Rennes cedex.

## Contre la répression

• J. M. Verger (objecteur déserteur de « On arrête tout » condamné à 12 mois de prison ferme le 31 janvier 1989.

• J. L. Bremon (objecteur déserteur de la coordination « On arrête tout », condamné à 4 mois de prison ferme.

• Paul Nicolleau (insoumis total) recherché depuis juin 1987.

• Patrick Odent-Allet (objecteur forços) condamné à 6 mois de prison ferme.

• Olivier Nakbi condamné pour refus d'obéissance à 12 mois de prison ferme en septembre 1988.

## SOMMAIRE

• PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.

• PAGE 3, Social : Les revendications en Corse, Interview du secrétaire général du STC, Editorial.

• PAGE 4, Les luttes : NMPP, Santé, En bref.

• PAGE 5, Social : Interview du secrétaire général du STC (suite de la page 3).

• PAGE 6, Société : SOS ozone.

• PAGE 7, Société : Organisation de la recherche, Traitement du SIDA.

• PAGE 8, Dans le monde : El Salvador.

• PAGE 9, Informations Internationales : Espagne, Portugal.

• PAGE 10, Archives : Makhno redécouvert en URSS.

• PAGE 11, Expressions : Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Cinéma, Spectacle.

• PAGE 12, Société : Nouvelles du front, Le bon paroissien, Pour un 4 août égalitaire, La flexibilité de l'emploi.

Un service régulier et pratique d'abonnement

# L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

## Une forme de précarité

Il ne s'est trouvé que deux confédérations, la CGC et la CFDT, pour signer, avec le CNPF l'accord sur l'aménagement du temps de travail. Tous les commentateurs ont insisté sur la nouvelle situation créée, dans le « paysage » syndical, par le refus de FO. Ainsi, selon les médias, Kaspar prendrait la place de Bergeron comme champion de la concertation et de la politique contractuelle. Selon *Le Monde*,

notamment, toujours plus de libérés, ce qui est normal en cette période de bicentenaire. D'ailleurs, ces libérés, il n'attend pas qu'on les lui donne, il les prend, surtout dans les PME-PMI où les salariés n'ont, de plus en plus, que celle de la boucler. Avec trois millions de chômeurs et des millions de « précaires », ces messieurs-dames ne sont plus gênés aux entournures et la plus timide revendication s'attire

en équipe, y compris le samedi et le dimanche. » (1).

Pour rafraîchir les mémoires, rappelons que Delebarre, avec sa loi du 28 février 1986, entreprit une première codification des « modulations » d'horaires. En 1987, Séguin voulait « améliorer » le dispositif mais, les socialistes étant dans l'opposition, Tonton joua au dur et refusa de signer l'ordonnance. Séguin dut faire approuver son projet par l'Assemblée.

Revenus aux manettes, les socialistes ont préféré refiler le bébé aux syndicats et au patronat, pour qu'ils peaufinent la législation en favorisant la conclusion d'accords par branches professionnelles. Il fallait bien, en effet, finir par donner une couverture légale à toutes ces « libérés » spontanément éclosés dans nos valeureuses entreprises (l'accord signé dresse la liste de tous les cas de figures qui peuvent se présenter).

### La philosophie de modernisation...

Pour le pouvoir, l'accord était indispensable et il fallait bien que quelqu'un le signe. Beaucoup plus que la volonté de se poser en « interlocuteur du patronat », comme l'écrit *Le Monde*, c'est la soumission totale aux désirs rocardiens que la CFDT a manifesté. Et tant pis si ça provoque de nouveaux remous à la base ! Pour Nicole Notat, l'accord offre une « philosophie de modernisation ». Le summum de la modernisation c'est, évidemment, la marche à reculons...

Le refus de la CGT n'est pas une surprise, ni celui de FO, après le dernier congrès de Bergeron. Même la CFDT a dit non et pas seulement, sans doute, à cause d'un rejet de l'extension du travail le jour du Seigneur. La position de la centrale chrétienne traduit plus vraisemblablement le mécontentement qui se manifeste dans certains secteurs comme le textile où elle dispose de quelques forces. Une corporation

où les femmes sont majoritaires et où la flexibilité fait des ravages.

L'accord signé recommande certes quelques compensations sous forme de réduction du temps de travail. Manifestement, cela ne suffira pas à compenser les dégâts occasionnés dans l'équilibre physique et psychique des salariés soumis aux changements accélérés de poste, au travail de nuit, sans parler des perturbations de la vie familiale.



Depuis Mauroy, en passant par Fabius...

« la CFDT se pose en interlocuteur du patronat » et veut tenir le rôle qui « faisait la puissance de FO ».

De son côté, J.-M. Carpentier, le triste godelureau qui a en charge la chronique sociale de TF1, affirmait, en substance, que, tout compte fait, les refus de la CGT, de FO et de la CFDT amusaient plutôt les patrons, car à la base chefs d'entreprises et salariés s'arrangeaient entre eux, comme des grands, depuis longtemps. Et pour souligner le propos, la caméra nous montre deux représentants patronaux hilares.

En fait d'arrangement, le folliculaire de Bouygues ignore peut-être qu'il s'agit du type de relations existant entre le voleur muni d'un gourdin et le volé jeté à terre...

### Où les patrons suivent les conseils de Mauroy...

Comme dirait M. de Closets, le patronat réclame toujours plus et,

cette foudroyante riposte : « Si vous n'êtes pas contents, ils sont dix fois plus nombreux à attendre dehors ! »

Autant dire que dans ces crèches, question d'aménagement du temps de travail, on ne lésine pas sur la flexibilité et que l'on n'a pas attendu ni la législation ni les accords syndicats-CNPF pour instaurer le travail de nuit, le travail en continu, les changements de postes tous les deux jours, des journées de dix heures et plus avec des horaires bisornus, le boulot tous les samedis et dimanches, etc., etc.

En quelque sorte, les patrons de ces entreprises ont mis en application les principes énoncés par le gouvernement Mauroy qui, dès juillet 1981, lança la campagne en faveur de la flexibilité en préconisant « d'utiliser davantage les machines. Il s'agit notamment de faciliter le travail de nuit pour les femmes, de développer le système



M. Delebarre et M. Gaudois.

Par ailleurs, dans leur immense bonté, les signataires précisent que le travail « intermittent » est une forme d'aménagement. La précarité fait donc partie de « la philosophie de modernisation » chère au couple Kaspar-Notat. Modernisation... que de saloperies commet-on en ton nom !

Sébastien BASSON

(1) Bilan économique et social du Monde, 1982.

## PÂQUES

### Le sacrifice

TUÉE parce qu'elle bronzaît seins nus. C'est un drame d'un autre âge qui s'est déroulé à Andora (Riviera italienne) le lundi 27 mars 1989. Maria Adua, 54 ans, a été assassinée par Giuliano Moschetto, un lycéen de 18 ans, alors qu'elle bronzaît sur le bord de la mer. « Il ne faut plus vous déshabiller sur la plage. Hier, vous avez donné un spectacle obscène », a crié le jeune homme à sa victime avant de lui fracasser le crâne à l'aide d'un gale. Quelle explication donner à cet acte barbare ? Peut-être doit-on la trouver auprès du curé de la ville, Don Francesco Granero qui décrit le meurtrier, scout et enfant de chœur, comme « un paroissien modèle ».

Qui oserait encore prétendre que l'intégrisme n'est qu'une périépie dans l'histoire des religions ? Après les campagnes orchestrées contre le film *La dernière tentation de Christ* ou l'ouvrage de Salman Rushdie : *Les versets sataniques*, voilà qu'une paisible baigneuse tombe sous les coups des fous de Dieu. Le monde laïc va-t-il subir encore longtemps ces actes de sauvagerie sans exprimer de vives protestations ? La question posée, les anarchistes et autres partisans de la libre-pensée, dès à présent,



répondent par la négative. Le combat laïc doit reprendre là où il a disparu et s'intensifier là où il demeure. Il y va de la survie du genre humain menacé dans son quotidien par les adeptes fanatisés du totalitarisme clérical.

Claude NEPPER  
(La Commune de Grasse)

### Proposition pour la commémoration du bicentenaire de l'abandon des privilèges la nuit du 4 août 1789

Une idée à lancer ! Nous approchons du bicentenaire du soi-disant abandon des privilèges de la nuit du 4 août. Il n'y a pas de nuit du 4 août sans 14 Juillet, d'accord ! On ne refait pas l'histoire, encore d'accord ! Mais que de Bastille à prendre aujourd'hui : Fresnes, Fleury-Mérogis, etc., passons.

La nuit du 4 août, la noblesse abandonna ses privilèges ; privilèges repris et confisqués par la bourgeoisie. L'heure est venue pour le peuple, disent les marxistes à tort. C'est le tour de la bureaucratie liée aux multinationales et à la haute finance d'avoir la queue de la poêle, et ils l'ont bien en main ! Pour nous, il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, mais de construire l'auto-organisation du peuple.

Deux cents ans après l'abandon des privilèges, en comptant bien avec les retraites anticipées pour les bas salaires, chômeurs, fin de droits, manœuvres (surtout en province), nous sommes au total six millions à ne pas avoir droit au banquet de la vie. Rejetés par tous, sauf en période électorale, ignorés de tous les syndicats, la république des bourgeois prépare-t-elle un génocide bien propre ?

A l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, où les biens de consommation abondent, c'est un scandale ! Et le RMI (revenu minimum d'insertion), accepté dans la foire électorale, est un leurre. Deux siècles après l'abandon des privilèges, les chômeurs et les manœuvres crévent de faim.

La bourgeoisie et ses collaborateurs préparent de somptueuses manifestations qui coûtent des fortunes, une véritable honte à la misère ! C'est la bourgeoisie reconnaissante qui lance un ode à sa prise de pouvoir : ne nous y trompons pas !

Nous espérons que le spontanéisme existe encore. L'idée d'une manifestation, d'une commémoration lors de la nuit du 4 août est une idée à travailler, et nous ne sommes pas propriétaires de cette idée bien sûr !

Ohé les sans-culottes, les fins de droit, les manœuvres à bas prix, leur république n'est pas la nôtre.

Une chose importe cependant : que cette idée ne soit pas reprise par les fachos, car la gauche lorgne trop le pouvoir.

Spontanément, n'oubliez pas la nuit du 4 août. Aujourd'hui encore, plus qu'hier, les privilèges sont monstrueux.

Paulo CHENARD